

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

<p>CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.</p>	<p>Correspondance : 20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris</p>	<p>Abonnements : 1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F pli fermé : 60 F et 30 F « programme communiste » 1 an, pli ouvert : 40 F 1 an, pli fermé : 80 F</p>	<p>15^e ANNEE - N° 261 LE NUMERO : 2 FF 20 FB - 1 FS 25 fév. au 10 mars 78</p>
	<p>Versements : Chèque bancaire ou C.C.P. 2.202-22 Marseille</p>		

Le sens de notre abstentionnisme

Lorsque le problème de l'utilisation ou non du parlement pour la lutte sans merci contre le parlementarisme fut soulevé, en 1920, au sein de l'Internationale Communiste, et que notre courant se battit pour l'adoption de la tactique de l'abstentionnisme dans les pays capitalistes

de vieille tradition démocratique, contre celle du « parlementarisme révolutionnaire » préconisée par les bolchéviks, les porte-parole de chacune de ces deux solutions étaient unis, sur le terrain des principes, par une solide plate-forme commune.

Les uns et les autres excluaient, non seulement les « voies parlementaires au socialisme » chères aux réformistes, mais aussi tout l'arsenal des recettes centristes d'hier et d'aujourd'hui : « démocratisation » de l'Etat bourgeois comme tremplin pour la révolution prolétarienne, étapes gouvernementales « intermédiaires » entre dictature de la bourgeoisie et dictature du prolétariat, mélange des formes parlementaires et des organes du pouvoir prolétarien.

Les uns et les autres proclamaient, comme voie unique et obligatoire de l'émancipation prolétarienne, la révolution violente, la destruction de l'Etat bourgeois (et donc du parlementarisme), la dictature du prolétariat dirigée par l'unique parti communiste révolutionnaire, la coercition (et donc la privation de toute « démocratie ») à l'encontre de l'ancienne classe dominante.

La discussion entre les bolchéviks et notre courant (*) ne portait pas sur ces principes cardinaux, que tous les courants qui se réclament encore du marxisme ont reniés ou abâtardis. Elle portait sur une question pratique et, par rapport à eux, relativement secondaire : convenait-

il ou non, aux fins permanentes de notre lutte antiparlamentaire et antidémocratique, d'utiliser la « tribune » du parlement (car, pour des communistes, il ne pouvait s'agir de rien de plus) pour mobiliser les masses contre lui, du moins « tant qu'on n'avait pas la force de l'abattre » ?

Les thèses sur le parlementarisme adoptées par le II^e Congrès de l'Internationale furent celles des bolchéviks. Tout en niant la conquête du parlement, elles admettaient son utilisation tactique en vue de sa destruction. Mais elles assortissaient cette directive — ce que non seulement les partis réformistes, mais les groupes de la soi-disant extrême gauche, enfoncés jusqu'au cou dans le crétinisme électoral, se sont empressés d'« oublier » — d'une série de conditions draconiennes.

Tout d'abord, le centre de l'action communiste ne résidait nullement dans l'activité électorale et parlementaire (et moins que jamais à l'époque impérialiste où le parlement, dans les pays avancés, non seulement ne joue plus aucun rôle progressif, mais s'est définitivement transformé en un pur instrument de

Les mensonges de Monsieur Séguy

Alors qu'approchent les élections présentées depuis longtemps comme vitales — et qui ont réussi à désamorcer pas mal de conflits sociaux, voici que le résultat qu'elles devaient apporter, à savoir un gouvernement PC-PS, se dérobe de plus en plus.

En effet, comment imaginer la formation d'un gouvernement à participation « communiste » au moment où cette hypothèse est encore retardée, avec la bénédiction de l'Amérique, au Portugal comme en Italie, pays qui sont pourtant bien plus touchés par la crise économique et où, de surcroît, la politique des PC locaux pose beaucoup moins de problèmes que celle du PCF avec son attitude anti-allemande ?

C'est ainsi que la probabilité d'un gouvernement PS se fait plus forte, surtout en cas de « troisième tour social », au moment précis où celle de la collaboration officielle du PC, au moins pour l'immédiat, diminue.

S'il est donc vrai que c'est le PC qui a rompu les négociations avec le PS, cela prouve qu'il sait allier le verbe oppositional à un sens bien peu commun de l'intérêt national : le chien aboie, mais il va à la niche sans même que le maître ait eu besoin de le lui signifier !

Il n'est pas étonnant dans ces conditions que le PC, et la CGT avec lui, critiquent pour la galerie le plan économique du PS. Cependant, comme on s'en douterait, ce n'est pas en regard des besoins de la classe ouvrière — et encore moins de sa lutte — qu'il est tenu pour « catastrophique » selon Marchais lui-même, mais en regard de ceux de l'économie nationale !

(suite page 2)

DANS CE NUMERO :

- L'opportunisme et les élections : LO, LCR, CC, PCR, PCMLF
- Dans les cinq continents : Turquie, Amérique, Italie
- Syndicats ; Sonacotra, grève des postiers
- L'« Europe germano-américaine » (2) : socialisme contre patriotisme
- Le « Bolchévik » pris au piège du démocratisme

duperie et de mensonge à l'égard du prolétariat). Le centre de l'action communiste (suite page 3)

(*) Pour un exposé plus détaillé de cette question (avec des documents de l'époque) voir notre brochure *La question parlementaire dans l'Internationale Communiste*, ainsi que le chapitre de notre *Histoire de la Gauche* publié dans « Programme Communiste » n° 58, 59 et 60.

RÉUNIONS PUBLIQUES

● A AMIENS

Mercredi 1^{er} mars à 20 h 30, salles Dewailly (place Louis-Dewailly).

● A BORDEAUX

Vendredi 3 mars à 20 h, 23, rue Gouffraud.

● A STRASBOURG

Vendredi 3 mars, 20 h 30, Maison des Syndicats, 1, rue Sédillot.

● A TOULOUSE

Judi 9 mars à 21 h, salle Montoyol, 17, rue de Rémusat.

Ou préparation électorale ou préparation révolutionnaire

Le « Bolchevik » pris du vertige démocratique

Dans un précédent article (n° 248 du *Prolétaire*), nous relevions déjà, comme une caractéristique essentielle d'un groupe tel que *Le Bolchevik* (ex-m.l.) la phrase activiste qui considère comme seule digne des communistes l'agitation « immédiate » pour la prise du pouvoir — en ignorant tout des tâches de préparation révolutionnaire qui incombent au Parti de classe —, et nous montrions que le dogme de la « Révolution Socialiste Imminente », sur lequel ce courant fonde toute sa ligne d'action et prétend se différencier comme seul véritablement révolutionnaire, n'est qu'une version gauchiste de la vulgaire soumission opportuniste des principes aux situations.

« Parce qu'il n'a pas tiré un bilan complet de la contre-révolution stalinienne, écrivions-nous, ni rompu explicitement avec ses méthodes, et aussi parce qu'il croit pouvoir remplacer le matérialisme marxiste par... le sentiment, *Le Bolchevik* est tout naturellement porté au « situationnisme ». Et il est condamné à combiner ces deux attitudes, gauchiste et droitiste, et à osciller constamment de l'une à l'autre ». Le cours qu'il a suivi depuis n'a fait que le confirmer.

On l'a vu d'abord s'empresser de condamner les actions terroristes du groupe Baader et rejoindre d'un seul élan le cœur pacifiste à la traîne des défenseurs

de l'ordre bourgeois : « Nous sommes, déclaraient-ils lors de cet épisode-test, des partisans de la tactique révolutionnaire de masse et nous menons la lutte contre la terreur en tant que tactique... Ces terroristes ne comprennent pas que les actions de masses actuelles sont les prémisses de la Révolution [rappelons que *Le Bolchevik* avait qualifié d'« actions révolutionnaires de masse » les journées-enterrément du 7 octobre et du 24 mai 77] et leurs actions isolées qui dégèrent souvent en assassinats aveugles de personnes innocentes (prises d'otages) les isolent encore plus de la classe ouvrière... » (*Le Bolchévik* n° 23).

En fait, le *Bolchévik*, qui oppose à l'emploi des méthodes de la terreur individuelle une condamnation morale horrifiante et la calomnie (quelles « personnes innocentes » ? Les gorilles de Schleyer ?) au nom de l'Idée de la Révolution planifiée, orchestrée, pure de toute « bavure », est par contre bien incapable de combattre réellement l'idéologie spontanée de l'action excitatrice, pour la bonne raison qu'il n'a rien à envier, en fait de spontanéisme, aux terroristes à la Baader. Mais alors que ces derniers, même inspirés par une idéologie erronée, se sont du moins battus héroïquement, les spontanéistes de la phrase excitatrice ne peuvent rien produire d'autre que de la propagande creuse.

En même temps qu'il tapait à coups redoublés sur la R.A.F., *Le Bolchevik* amorçait, sous l'effet de la puissante attraction électorale, une rectification officielle de son orientation, découvrant que l'échec de la Révolution socialiste imminente, sur laquelle il épiloguait depuis qu'il s'est constitué, se confondait précisément avec... les législatives, que la meilleure stratégie de rupture avec l'opportunisme était... d'appeler à voter pour lui (sauf dans la onzième circonscription de Lyon), son « passage au pouvoir » devant favoriser « inévitablement [!] la scission des larges masses avec les social-traitres » ; qu'enfin le terrain électoral était le plus favorable à la constitution du Parti et à sa liaison avec le prolétariat. Bref, tout l'arsenal des arguments éculés du suivisme d'« extrême gauche ».

Ainsi, de gauchisme en tournant droitier, il s'avère après 18 mois d'existence, que la tentative de ce dernier rejeton du maoïsme de renouer avec les fondements du communisme, sur la base d'une saine réaction contre le chauvinisme qui l'a conduit à remettre en cause le stalinisme, n'aura pas réussi à le dégager du marais de la contre-révolution. C'est que cette tentative n'a été suivie d'aucune critique en matière de principe, et là est bien le fond de la question.

(suite page 8)

Pas de trêve électorale pour l'impérialisme

Tandis que tous les partis braquent les yeux des prolétaires vers les élections qui, à les en croire, devraient décider de leur sort, l'impérialisme français a les mains libres pour mener sa politique en Afrique.

Ainsi, qui sait, par exemple, qu'un consortium conduit par la Banque Mondiale avec la participation de banques américaines, arabes et de la très française Caisse Centrale de Coopération, vient d'accorder un prêt de 360 millions de dollars à la Mauritanie pour mettre en chantier le « projet Guelf » qui exploitera des mines de fer prenant le relais de celles de Zouérate en voie d'épuisement ?

Il faut dire en effet, que récemment une délégation menée par la Banque Mondiale avait été favorablement « rassurée » par le dispositif de défense militaire mis en place autour de Zouérate contre la révolte sahraouie.

Qui sait également l'activité fébrile menée militairement et diplomatiquement par la France au Tchad, où la rébellion du FROLINAT vient de prendre le contrôle de tout le nord du pays, menaçant directement la route de la capitale N'Djaména et le régime du général Malloum ?

Et au moment où un cessez-le-feu vient d'être signé, la Libye appelle la Réunion à lutter pour son indépendance ! Si on ne parvient pas à se mettre d'accord sur le litige frontalier Libye-Tchad et le lâchage du général Malloum, l'engagement de l'impérialisme français risque donc de s'aggraver rapidement.

Voilà quelques données que les prolétaires ne doivent pas oublier.

Les mensonges de Monsieur Ségué

(suite de la page 1)

Les idéologues du PCF se font fort, eux, avec leur « nouvelle logique des besoins » — qui ressemble pourtant comme deux gouttes d'eau à l'ancienne — de concilier les intérêts de la classe ouvrière et ceux de l'économie nationale. C'est de ce point de vue véritablement original qu'ils prétendent « lutter contre l'austérité » : pour eux, elle n'est pas nécessaire ! Quant à celle prônée par leurs amis transalpins, il leur est impossible de dire ce qu'ils en pensent : « non intervention dans les affaires intérieures » oblige ! La ficelle est quand même un peu grosse...

« Quelles que soient les circonstances, nous n'accepterons jamais de cautionner une austérité de gauche pour les travailleurs », a affirmé Ségué dans une interview à L'Expansion de février 78. Et au journaliste qui s'exclamait : « Vous l'avez acceptée en 1944 ! », le bureaucrate en chef a répondu : « Non, en 1944, nous avons formulé un certain nombre de revendications très importantes. Si nous avons appelé les travailleurs à travailler d'arrache-pied [merci pour eux] nous ne leur avons jamais demandé de renoncer à leurs revendications ».

Amnésique, le bonze ? Si le « retrouvez vos manches » l'effleure, le fameux « travaillez d'abord, revendiquez ensuite » ne le tracasse pas outre mesure. C'est qu'en réalité, cette amnésie n'est pas sans logique. Ségué ne demande pas aux travailleurs de « renoncer à leurs revendications ». Il leur demande seulement d'attendre gentiment que l'économie nationale rende leur satisfaction possible ! Naturellement, chacun aura compris qu'il ne s'agit là que de logique bourgeoise.

Le malheur est que les intérêts de la classe ouvrière et ceux de l'économie nationale, c'est-à-dire du capital, sont inconciliables. C'est précisément la raison pour laquelle lorsqu'après la guerre, les travailleurs ont voulu satisfaire leurs revendications tout de suite, l'honorable Thorez a lancé sa célèbre formule : « La grève, c'est l'arme des trusts ! »

Par conséquent, Ségué ment comme un arracheur de dents lorsqu'il poursuit : « Nous avons obtenu des augmentations de salaires, un certain nombre de réformes sociales, telles que les comités d'entreprise [la belle affaire !] et des aménagements des conditions de travail. Nous avons fait appel à un effort. Autre chose est de nous demander de faire du syndicalisme au rabais, c'est-à-dire accepter une diminution de la durée du travail avec une diminution du salaire, etc., sous prétexte d'épargner à l'économie (c'est-à-dire au capitalisme) les conséquences de la crise. Cela, il ne saurait en être question ».

Pour ne pas être en reste avec les faits, consultons les statistiques du ministère du travail lui-même, publiées par le très officiel INSEE, s'il vous plaît. Selon ces sources dignes de foi, c'est-à-dire qu'on ne peut suspecter de noircir la situation des prolétaires, le pouvoir d'achat du salaire mensuel net (toutes prestations comprises) de l'ouvrier parisien père de deux enfants est passé de 1944 à 1946 de 93,7 % de son niveau de 1938 à 100,1 % avant de tomber en 1947 à 87,5 %. Et ceci, en dépit d'un allongement de la durée hebdomadaire du travail de 42,5 à 44,9 heures...

Pendant ce temps, le pouvoir d'achat du célibataire est passé de 70,4 % (de celui de 1938) en 1944 à 74,1 % en 1945

et à... 67,3 % en 1947 ! D'où l'on voit, pourvu que l'on ne ferme pas les yeux devant les éblouissantes conquêtes des gouvernements à participation prétendument « ouvrière », que les soi-disant « avantages sociaux » n'ont servi en réalité qu'à moduler la baisse générale du pouvoir d'achat en l'amortissant relativement pour les familles selon le nombre d'enfants.

Bel exemple de politique réformiste qui vise à calculer au plus juste la ration pour que l'ouvrier ne rue pas dans les brancards, et à la donner de telle manière que s'il est poussé néanmoins à la révolte, cette dernière soit stérilisée.

D'ailleurs, quand vinrent les grandes grèves de 1947, elles furent bien impuissantes à enrayer l'attaque au pouvoir d'achat et l'allongement de la journée de travail commencée en 1945-46 sous le gouvernement à participation « communiste ».

Dans la métallurgie parisienne par exemple, le taux du salaire horaire est passé, d'après les statistiques de la si philanthrope UIMM (le syndicat patronal !) de l'indice 69 en 1945 (100 en 1938) à 61 en 1946, 60 en 1947 pour atteindre le chiffre royal de 55 en 1948 et 1949. Il aura fallu attendre 1965 pour que le salaire horaire rattrape son taux de 1938 ! Si l'on pense qu'à la même date la production industrielle triplait son chiffre de 1938, on mesure la teneur des fameux « lendemains qui chantent ».

Naturellement, ce qu'a perdu l'ouvrier, le capital l'a retrouvé et avec lui la police, l'administration et même la bureaucratie syndicale qui pèsent sur le dos du prolétaire. O délices des lois du capital !

Un jour ou l'autre, Ségué et consorts nous parleront franchement d'austérité !

Où mène le pédagogisme électoraliste

Lutte Ouvrière espère bien avoir un député, malgré le « profond écart entre le pays électoral et le pays réel » et malgré une « loi électorale injuste » (LO n° 494). Si les travailleurs, « et par travailleurs nous entendons les ouvriers, les employés, les artisans, les petits paysans, les petits commerçants et les femmes... », bref si les « petites gens » dans lesquels LO s'évertue à noyer le prolétariat les « jugent dignes de les représenter, ils pourront envoyer des députés de LO au Parlement ».

« Faire le ménage au parlement : telle serait la tâche de députés révolutionnaires », proclame le même numéro de LO. Même s'il n'y en a qu'un, « il serait à même de vérifier, d'exiger des comptes sur la façon dont l'Etat utilise et détourne l'argent des travailleurs... ». Un exemple précis nous montre comment LO engagera son action parlementaire, pour défendre... les « petites gens » et leur Patrie.

Dans son n° 491, LO attaque le militarisme, sans évoquer le moins du monde son rôle d'instrument d'oppression de classe et de piraterie impérialiste, uniquement parce que « ça coûte cher aux contribuables » ! Les petits paysans et commerçants auraient bien tort de ne pas envoyer au Parlement des gens aussi soucieux de défendre leurs sous !

En fait, à force de taire les principes et de se mettre à la portée de l'électeur moyen, LO en arrive à développer une propagande qui glisse dangereusement sur le terrain de... la défense nationale. C'est ainsi qu'à propos des grandes manœuvres de septembre prochain, LO se met à critiquer l'armée française du point de vue... de l'efficacité : « Le pire, c'est que ces messieurs, en orchestrant ainsi périodiquement de petites gué-guerres veulent nous faire croire que, en cas de guerre, ils pourraient nous protéger contre un éventuel agresseur « étranger » [LO met encore des guillemets à « étranger », mais à force de courtiser les paysans et commerçants...]. Ils n'y croient pas eux-mêmes et savent bien que même de leur point de vue, celui de l'indépendance et de la défense nationales, ils sont

DERISOIRES, INEFFICACES, INUTILÉS. »

LO insiste sur cette idée dans un autre article : « On se demande comment les politiciens osent prétendre encore que l'armée est là pour défendre le sol natal. Le seul moment où elle eut à se battre d'ailleurs sur le sol du pays [...] au cours de la Deuxième Guerre mondiale, elle s'en est révélée parfaitement incapable. S'il s'agissait vraiment de cela [c'est-à-dire si la défense de la patrie était « la défense de tous ses habitants, de leurs foyers, de leur vie »] si tous ces gens étaient véritablement SOUCIEUX DU PAYS, DE SES HABITANTS, hommes, femmes et enfants compris [sic !], ils n'hésiteraient pas à armer la population, à faire en sorte qu'elle s'organise elle-même pour sa défense, qu'elle constitue des milices sur les lieux de travail, dans les lieux d'habitation, partout, et ce serait aussi efficace. »

Sans doute, dira LO, tout ceci n'est qu'habile « pédagogie ». Il n'empêche que celle-ci, par souci de trouver des arguments populaires, de se placer « du point de vue » de l'adversaire, de ne pas heurter de front le sentiment de la masse, fait en réalité le pont avec la vieille escroquerie du social-patriotisme, celle, précisément, de la « vraie » défense nationale dans laquelle la « population », toutes classes confondues, défend le « pays » et ses « habitants » ! Rien d'étonnant, si LO se retrouve ici tout naturellement aux côtés du PCF : « Ce n'est pas seulement nous qui l'affirmons, mais Jean Kanapa lui-même, dans son rapport sur la défense nationale ». Bravo, Messieurs !

Les communistes, eux, n'ont pas peur de proclamer leurs principes... impopulaires : Les prolétaires n'ont pas de patrie à défendre ; ils doivent renverser leur bourgeoisie et son Etat, et non pas pour « construire une patrie socialiste » mais un poste avancé de la révolution mondiale. L'opportunisme d'« extrême-gauche » qui l'oublie, pour l'amour de succès immédiats auprès de couches de plus en plus larges, est condamné à tomber un jour ou l'autre dans la trahison.

Bonne volonté... sans principes

Combat Communiste, qui se réclame du parlementarisme révolutionnaire de l'IC, est parti en guerre, dans plusieurs articles, aussi bien contre l'électoralisme « poujadiste » à la LO que contre le gradualisme du cartel LCR-OCT-CCA. Et de proclamer : « La préparation de la révolution socialiste, même dans une période de relative paix sociale comme celle que nous vivons aujourd'hui, nécessite une inlassable et intransigeante propagande communiste qui ne mette pas entre parenthèses [...] les tâches majeures auxquelles le prolétariat devra faire face : la formation de conseils ouvriers, l'insurrection armée, la destruction de l'Etat bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat ». Cela serait fort bien en théorie si le parti n'était pas « oublié ». Mais comment C.C. passe-t-il à la pratique de son « parlementarisme révolutionnaire » ?

1) premier tour : vote pour les « candidats révolutionnaires » de façon à « affirmer notre refus de la droite et du replâtrage que propose la gauche » ; autrement dit soutien aux organisations centristes (et avec les mêmes arguments qu'elles) ;

2) deuxième tour : « aucun principe formel n'interdit aux révolutionnaires de voter pour les partis réformistes dans lesquels se reconnaît la majorité des tra-

vailleurs » ; certes « dans les circonstances présentes, alors que le PC et le PS viennent de faire la démonstration que leurs intérêts de boutique passaient avant ceux des travailleurs [...], que la venue de la gauche aux affaires ne correspond pas à une profonde mobilisation des travailleurs, et que les interminables polémiques des politiciens se heurtent à l'indifférence, nous ne pensons pas que le rôle des révolutionnaires soit de se livrer à la chasse aux bulletins de vote pour faire élire quelques politiciens de gauche supplémentaires » ; donc abstention, mais demain...

Sera-t-on étonné d'apprendre que pour mener cette campagne supposée être l'occasion d'une « inlassable et intransigeante propagande communiste » C.C. a choisi de faire un front avec les... anarchistes ? Belle clarté !

Pour le diriger dans la lutte révolutionnaire, et pour l'y préparer, le prolétariat a besoin d'un Parti aux positions tranchantes, à la pratique sans oscillations, un parti ennemi de toute forme d'opportunisme, même d'« extrême-gauche ». Ce parti-là, l'immédiatisme éclectique, amateur de positions intermédiaires et ami-de-tout-le-monde, ne pourra jamais le constituer...

Une véritable histoire de fous

Le PS a organisé un sondage pour connaître les intentions de vote des ouvriers, d'où il ressort que 35 % des ouvriers voteraient pour le PC et 33 % pour le PS. Le PC a réagi en revendiquant le monopole de la représentation de la classe ouvrière : selon le refrain bien connu, il s'affirme comme « le parti de la classe ouvrière, le parti des travailleurs ». Rouge s'insurge contre cette prétention. Et le PS alors ? « Pour nous, précise Rouge (9-2-78), PS et PC sont des partis ouvriers ». Et ne pas reconnaître ce titre honorifique au premier, c'est donner « une caractérisation du PS qui, si elle trouve

écho dans la classe ouvrière, ne fera que renforcer sa division ».

Mais si c'est le fait d'avoir des voix d'ouvriers qui définit un parti comme ouvrier, il faudrait ainsi définir également la droite bourgeoise, car selon le même sondage 27 % des ouvriers votent pour elle. A moins que Rouge ne découvre qu'est « ouvrier » le parti qui dépasse un certain seuil statistique, 30 % par exemple. Ce serait un expédient tout à fait digne de ces messieurs qui, comme tous les bons opportunistes, se taillent des théories sur mesure pour justifier leur pratique.

Le sens de notre abstentionnisme

(suite de la page 1)

niste devait résider dans la lutte extra-parlementaire, dans l'action de masse dirigée par le parti et culminant dans l'insurrection et la guerre civile.

Non seulement, par conséquent, l'activité électorale et parlementaire devait être étroitement subordonnée à la lutte révolutionnaire et à sa préparation, mais elle était considérée comme un moyen tout à fait subsidiaire et accessoire. Les thèses ne faisaient d'ailleurs nullement de la participation aux élections et au parlement une règle absolue, mais proclamaient au contraire explicitement la nécessité de les boycotter dans certaines circonstances, clairement définies, d'essor révolutionnaire: les bolchéviks l'avaient fait à plusieurs reprises, depuis le boycott, en 1905, de la première Douma concédée par le tsar, jusqu'à leur sortie du parlement de Kerensky, en 1917, et enfin jusqu'à la dissolution de l'Assemblée Constituante, en janvier 1918, le jour même de sa convocation...

Enfin, les bolchéviks posaient comme condition à la mise en œuvre du « parlementarisme révolutionnaire » l'existence de partis communistes véritables, ayant rompu jusqu'au bout avec toute forme d'opportunisme réformiste ou centriste, où il voyaient, non pas une « nuance du mouvement ouvrier », mais des agents de l'ennemi de classe.

Voilà ce qu'était le « parlementarisme révolutionnaire » de Lénine. On peut voir qu'il n'avait rien de commun avec la pratique de ses soi-disant disciples d'extrême gauche qui, tous, ont fait des élections l'alpha et l'oméga de leur stratégie et y consacrent, logiquement, l'essentiel de leurs efforts et de leurs ressources; qui bien loin d'y voir l'occasion de propager les principes révolutionnaires, font tout ce qu'ils peuvent pour entraver de leur mieux la rupture du prolétariat avec l'opportunisme réformiste; et qui, enfin, voient dans la cuisine électorale le moyen privilégié de former le parti, par la fusion de courants hétérogènes...

.*

En défendant leurs thèses à la tribune du II^e Congrès, les bolchéviks étaient avant tout soucieux de combattre les réflexes infantiles de type anarcho-sindicaliste et ultra-gauche qui entravaient la croissance des jeunes partis communistes occidentaux. Mais, malgré l'entière justesse des principes qui les inspiraient et malgré toutes les « limites » posées à leur application, ces thèses restaient, selon nous, insuffisantes, du moins pour ces pays de vieille tradition démocratique où la bourgeoisie avait réussi à enliser l'écrasante majorité du prolétariat sur le terrain électoral et parlementaire, et où il s'agissait précisément de l'en sortir. C'étaient les conditions de cette rupture que les bolchéviks, habitués à la dure lutte illégale dans la situation d'une révolution double, loin des miasmes de la démocratie occidentale, pouvaient difficilement saisir dans leur intégralité.

La Gauche « italienne » ne niait pas que le « parlementarisme révolutionnaire » (compris à la façon de Lénine, c'est-à-dire incluant explicitement le boycott dans certaines circonstances) eût une justification dans les aires de révolution double — comme la Russie d'avant 1917, ou les colonies et pays arriérés —, où la démocratie était encore une revendication historiquement révolutionnaire, dans un sens antiféodal, à conquérir et à mener jusqu'au bout par l'insurrection armée. Cette tactique avait pu être utile, voire nécessaire, également dans les pays capitalistes, dans la phase pré-impérialiste, où le parlement restait encore une arène, bien que secondaire, de la lutte de classe, et pouvait fournir un terrain pour la propagande, l'agitation, la critique communiste, pour arracher les ouvriers à l'influence des partis bourgeois de gauche, et ne serait-ce qu'en opposition à l'apolitisme anarchiste.

Par contre, dans l'ère ouverte par la

première guerre impérialiste, alors que toutes les énergies du parti et de la classe ouvrière devaient être consacrées à la préparation directe de la révolution prolétarienne, la situation imposait désormais une tactique beaucoup plus rigoureuse, du moins dans toute cette zone où le parlement ne jouait plus aucun rôle réel et où la démocratie n'était plus qu'une arme contre-révolutionnaire de défense indirecte contre le prolétariat, un frein puissant à l'extension de la révolution partie de Russie.

Après des décennies d'orgies électorales et parlementaires, la sélection rigoureuse des noyaux révolutionnaires était impossible sans la rupture la plus nette avec les habitudes et les inerties de la démocratie parlementaire, donc avec le terrain des élections et du parlementarisme. S'il fallait prémunir les partis communistes naissants contre la « maladie de croissance » du gauchisme, il fallait bien plus encore les fermer aux légions de révolutionnaires en paroles que la mode du jour poussait à adopter superficiellement les principes qui avaient triomphé en Russie, mais qui restaient en réalité, dans toute leur pratique, au niveau de la vieille social-démocratie.

Or la tactique du « parlementarisme révolutionnaire », qui rendait plus difficile la démarcation d'avec le centrisme, ne pouvait que retarder, voire entraver cette rupture. De même en absorbant une bonne partie des énergies des jeunes partis dans la préparation électorale, elle risquait d'entraver leur préparation aux tâches de direction révolutionnaire, d'autant plus urgente qu'ils n'avaient pas derrière eux, comme les bolchéviks, une tradition entièrement révolutionnaire de lutte illégale, mais une tradition d'action purement légale et parlementaire, au sein des partis de la II^e Internationale, dans l'atmosphère feutrée et soporifique de la démocratie.

Enfin, c'était la nécessité de rendre clairement visible aux yeux des prolétaires occidentaux, emprisonnés eux aussi dans le réseau étouffant des institutions démocratiques et des illusions pacifistes, l'impossibilité, non seulement théorique mais pratique, d'arriver à leur émancipation par un autre chemin que celui de

l'insurrection et de la dictature prolétarienne, qui imposait aux partis qui seraient appelés à les diriger dans la lutte révolutionnaire, de concentrer tous leurs efforts de propagande et d'agitation à cette tâche, et de leur faire toucher du doigt, pour ainsi dire, sa nécessité, en les appelant à serrer les rangs sur le terrain de la lutte de classe, et à tourner le dos à la diversion électorale.

Notre abstentionnisme n'avait donc rien à voir avec l'attitude négative et métaphysique des « infantiles ». Il n'était pas question, pour nous, de refuser d'utiliser le parlement pour on ne sait quelles raisons morales — refus de « tout compromis », peur de se salir les mains au contact de la corruption bourgeoise et opportuniste, répugnance pour les moyens « légaux » —, par indifférentisme politique, ou encore par horreur pour les « chefs » dont le parlement serait l'arène, alors que les masses en sont tenues à l'écart. Il tenait à des exigences pratiques et positives: celles des besoins de la préparation révolutionnaire, en liaison avec une analyse matérialiste et historique précise.

.*

En 1920, cependant, la question pouvait encore être discutée. Aujourd'hui, il faut bien reconnaître que l'histoire a entièrement justifié nos inquiétudes. Du parlementarisme révolutionnaire visant à faire sauter les institutions bourgeoises on est passé insensiblement au parlementarisme légaliste visant à maintenir, renforcer, revaloriser « le rôle du parlement ». Nous ne prétendons certes pas que la participation aux élections ait été, en soi, la cause de la dégénérescence de l'Internationale. Mais si celle-ci a été possible, c'est en premier lieu parce que le processus de formation des partis communistes, que Lénine et Trotsky souhaitaient voir se réaliser à travers une sélection impitoyable, s'est accompli en réalité de la pire façon, en permettant l'entrée dans l'IC d'ailes entières de partis centristes nostalgiques de l'unité avec la social-démocratie, et qui devaient l'affaiblir de l'intérieur. Et le fait que l'abstentionnisme, ce « test » de la rupture sans retour d'avec le réformisme, n'ait

pas été appliqué, a été l'un des facteurs qui y ont sans nul doute contribué.

Mais, objectera-t-on, la situation est différente de celle des années 20. Assurément. Mais en quoi est-elle différente? Il n'y a plus d'Internationale révolutionnaire. Les principes de la révolution violente et de la dictature du prolétariat ont été mis aux oubliettes. Le mouvement ouvrier est infecté jusqu'à la moelle de démocratismes et de légalismes. Il n'est pas jusqu'à la simple lutte quotidienne contre les effets de l'exploitation capitaliste qui ne soit entravée à chaque pas par les appels au « dialogue » et à la « concertation ». Si la situation, par conséquent, est « différente », c'est uniquement dans ce sens qu'elle rend encore plus impérative la rupture avec les méthodes et les habitudes de la démocratie représentative et parlementaire.

L'exigence de cette rupture est inséparable, pour nous, de la dénonciation de toute trêve de classe, de toute paix du travail, de toute solidarité nationale. Ceux qui, comme la plupart des groupes d'extrême gauche, prétendent appeler les prolétaires à la lutte de classe et en même temps à la foire électorale; ceux qui prétendent les préparer à la révolution en les berçant avec le mythe d'un soi-disant « gouvernement ouvrier » (ou en tout cas d'un « meilleur » gouvernement) sorti des urnes, ne font que saper à la base le mouvement même qu'ils prétendent pousser en avant.

Mais, objectera-t-on encore, votre voix reste sans écho. Nous répondons: cette objection est celle des traîtres, ou des futurs traîtres. Lénine a remporté la victoire en Octobre pour avoir osé proclamer en avril, au terme de quatre années d'âpre bataille menée « contre le courant » au cœur de la guerre impérialiste: « Il vaut mieux rester seul avec Liebknecht, parce que cela veut dire rester avec le prolétariat révolutionnaire ». Quelle que soit la distance, sans doute grande encore, qui nous sépare de l'issue révolutionnaire, celle-ci ne peut se préparer qu'en menant, sans oscillation, la lutte difficile contre le courant.

Quel que soit le rapport des forces, le dilemme reste: ou préparation électorale, ou préparation révolutionnaire.

PCR (ml) et PCMLF: de l'abstention à l'électorisme

Après quelques hésitations de la part du PCR, tiraillé comme d'habitude entre l'OCT et le PCMLF, les deux principaux groupes maoïstes, PCR et PCMLF, ont décidé de présenter des listes communes aux élections.

Moins suivistes envers les partis réformistes qu'envers des fractions carrément bourgeoises — pourvu qu'elles prônent haut et fort l'indépendance nationale — PCR et PCMLF ont du moins évité jusqu'ici de tomber dans les platitudes du « soutien critique » aux partis de gauche. Cependant, ici aussi, l'attrait puissant des élections aura eu raison d'une intransigence de pure circonstance avec laquelle ils se donnaient, auprès des prolétaires écœurés des pratiques opportunistes, des airs de purs révolutionnaires.

Le PCR, qui stigmatisait avec mépris les magouillages électoraux, a découvert que « les élections de 78 ne sont pas tout à fait semblables aux précédentes: une grave crise politique qui marque depuis quatre ans la vie du pays, leur donne une portée plus importante... » (Quotidien du Peuple, 14-2-78). Le PCMLF, dans le passé, avait appelé tantôt à voter nul, tantôt à s'abstenir « contre les solutions bourgeoises à la crise ». Il avait alors expliqué que « le suffrage universel n'est qu'une mystification » et dénoncé « l'électorisme comme une duperie des travailleurs contribuant à assurer la domination de classe de la bourgeoisie capitaliste ». « Mais voilà! Depuis quelques années, l'expérience des derniers scrutins a démontré la persistance des traditions électoralistes anciennes [...] et des illusions

de l'immense majorité des travailleurs par rapport à la pratique des élections [...]. Le mot d'« abstention » visait avant tout à attaquer de front l'entreprise des agents de la bourgeoisie infiltrés dans le prolétariat. Mais l'expérience concrète a prouvé qu'il ne répondait pas efficacement aux aspirations populaires » (Prolétariat n° 14). Le suivisme envers les « masses populaires » (et par quoi, en période de contre-révolution, sont façonnées les « aspirations » de ces masses, sinon par l'idéologie bourgeoise?) et l'« expérience » auront donc eu raison de l'anti-électorisme et de la lutte contre le courant...

Bien sûr, les deux partis prétendent se tenir fermement dans les strictes limites d'une agitation classiste et d'une propagande révolutionnaire, à l'abri de toute compromission. Ne refusent-ils pas d'apporter leurs voix à la gauche au second tour (encore que le PCR ait déclaré que la position prise au deuxième tour « ne [pouvait] relever d'une question de principe, mais de la seule analyse concrète » Quotidien du Peuple, 21 janvier)?

Seulement voilà. Ce « Front anticapitaliste et antirévionniste » soi-disant en rupture tant avec la bourgeoisie qu'avec l'opportunisme, c'est sur le terrain de l'interclassisme populiste et du chauvinisme national qu'il s'agit de le constituer: « Ce que veulent les ML, c'est unir tout ce qui peut être uni dans la lutte contre le capital monopolisateur et les deux superpuissances, les Etats-Unis et l'URSS » (L'Humanité Rouge n° 23, p. 5). Pour ce faire, ils font appel à tout mouvement quelque peu contestataire et non

directement rattaché à la gauche, en particulier aux mouvements de femmes et aux écologistes, pièces maîtresses de cette nouvelle tactique.

On ne s'étonnera donc pas que, dans cette ambiance d'éclectisme et de confusionnisme politique total, on parle à nouveau de la réunification des deux courants maoïstes, qui se félicitent jour après jour de la pleine concordance de vue qu'ils se découvrent dans l'euphorie électorale. Nous ne les contredirons pas sur ce point: ni l'un ni l'autre n'aura pour cela à renier des principes révolutionnaires qu'ils n'ont de toute façon jamais eus.

Elections et gouvernement de gauche, mystifications bourgeoises

C'est le titre de la dernière brochure parue dans la série « Le Prolétaire ». Lecteurs, sympathisants, passez commande! Diffusez-la autour de vous!

Prix: 4 F.

Pourquoi les communistes luttent dans les syndicats (2)

La lutte dans les syndicats actuels

Nous avons vu dans un article précédent (voir *Le Prolétaire* n° 260), que les communistes visent dès avant la révolution à conquérir une influence déterminante dans les organisations économiques de la lutte prolétarienne. Nous avons rappelé que les organisations actuelles ont été vidées de leur vie de classe par une longue évolution et qu'il est encore trop tôt pour dire si oui ou non la reprise de classe pourra ramener des secteurs des organisations actuelles dans le chemin de la lutte prolétarienne, quitte à les transformer de fond en comble.

Ce n'est donc pas pour conquérir les syndicats actuels que le parti travaille en leur sein. S'il y travaille, c'est avant tout pour combattre l'opportunisme, sous toutes ses formes. Il y développe dans la mesure de ses forces une intervention systématique pour lutter à mort contre la bourgeoisie et son serviteur l'opportunisme et pour lutter contre tout ce qui peut constituer une entrave à l'élargissement de la défense ouvrière, qu'il s'agisse des hésitations devant la rupture avec les méthodes opportunistes, qu'il s'agisse du sectarisme commun à beaucoup de chapelles d'extrême-gauche, qu'il s'agisse enfin du nationalisme et de toutes les formes d'étroitesse locale.

Dans cette lutte, il vise à montrer, en acceptant l'épreuve des faits, que les luttes partielles ne peuvent être menées efficacement que sur la base d'une utilisation résolue des méthodes autonomes de classe, sans aucun préalable politique et en rupture avec les solutions de collaboration de classe, et à travers des formes les plus ouvertes et les plus larges possible permettant d'unifier réellement les prolétaires par-delà les barrières

de catégorie, d'usine, de race, de sexe et de nationalité.

Pour arracher les prolétaires à l'influence adverse, les communistes ont déjà lutté dans des syndicats organisés par la police russe — ce n'était évidemment pas pour les conquérir! —, pourquoi auraient-ils des scrupules à lutter dans des syndicats tricolores?

Il s'agit de contrer pied à pied le sabotage criminel des bonzes en brisant leur influence sur les travailleurs. C'est pourquoi malgré toute la répugnance instinctive qu'inspire naturellement le comportement des bonzes syndicaux, ils ne préconisent pas par principe la scission des syndicats existants (étant entendu que lorsque celle-ci apparaît inévitable, il s'agit alors pour les militants du parti d'entraîner à leur suite le plus possible de prolétaires et de pousser l'opportunisme à se dévoiler le plus ouvertement: c'est là évidemment une question de rapport de force).

Les communistes ne quittent de toute façon jamais les syndicats pour des raisons programmatiques, c'est-à-dire qui tiennent à l'opposition entre leur programme et la politique réformiste des bonzes, mais ils ne sont favorables à une scission que si elle est justifiée par les besoins de la lutte immédiate de la classe prolétarienne et si la révolte instinctive des masses aux directives syndicales permet de donner naissance à une autre organisation.

Cela signifie que les communistes ne quitteront jamais volontairement les syndicats tant que ces derniers ont une influence sur les prolétaires. Ils ne le feront pas non plus sans livrer bataille, surtout dans les secteurs où ont pu naître quel-

ques étincelles de vie prolétarienne et qui sont pour cette raison en proie à une attaque systématique des bureaucraties syndicales.

D'un point de vue général, les communistes savent que « la tendance des syndicats à fusionner avec l'Etat n'est irréversible qu'autant que le capitalisme parvient à maintenir sa domination. Dire qu'elle est irréversible dans l'absolu revient à dire que le capitalisme gardera à jamais ce pouvoir ». (*Le Prolétaire* n° 128).

Aussi maintiennent-ils la revendication de l'indépendance inconditionnelle des syndicats vis-à-vis de l'Etat capitaliste. « Tout d'abord, ce mot d'ordre correspond à une tendance qui se dessinera inmanquablement dans les conditions d'une reprise de la lutte prolétarienne, non certes du fait de la bureaucratie syndicale en place, mais bien du fait des masses syndiquées. Ensuite, il répond parfaitement aux exigences de cette lutte » (*Le Prolétaire* n° 128).

Les militants du parti doivent, de plus, inmanquablement critiquer l'idéologie de la pseudo-neutralité et de l'autonomie des syndicats (par rapport au parti politique) qui est en réalité à la fois l'abject masque derrière lequel l'opportunisme syndical se range aux côtés de l'opportunisme politique pour mener la même action de collaboration de classe et l'odieuse instrument d'une telle trahison.

Tant que l'histoire ne l'a pas rendu impossible dans les syndicats actuels — et ça ne l'est pas encore en général — il s'agit d'aider à constituer un pôle de regroupement contre la politique réformiste et capitularde, dont la logique aboutit à la constitution d'une fraction communiste dans les syndicats.

Ceci implique la revendication du droit de tendance dans les syndicats. Il n'est pas exclu à ce propos d'appuyer sur la base d'une étude précise des rapports de force réels toute initiative même provenant de certains groupes d'extrême-gauche (ce qui d'ailleurs semble de plus en plus improbable, du moins pour les groupes centristes), aussi limitée et confuse soit-elle, qui tend à ouvrir effectivement les syndicats à une réelle volonté de lutte sur des orientations de classe.

Naturellement cette revendication n'est un préalable ni à l'action militante des révolutionnaires, ni à la reprise de la lutte prolétarienne et de plus, elle ne dépend pas de solutions statutaires ou d'une pseudo-« démocratie ouvrière et syndicale » mais uniquement d'un rapport de force qu'il faut chercher à imposer. Il s'agira également de montrer qu'une telle revendication peut, quand les circonstances le permettent, renforcer (et non créer comme l'affirment les trotskystes) les positions d'un front d'opposition à la collaboration de classe au sein même des syndicats et peut, par là, fournir un terrain favorable au développement ultérieur d'une fraction communiste révolutionnaire directement influencée et animée par le Parti.

Cette lutte dans les syndicats actuels n'est donc nullement un but en soi, mais elle fait partie intégrante du combat pour opposer au front uni bourgeoisie-opportunisme un véritable front de classe prolétarien, lutte dans laquelle le parti doit tendre à s'affirmer comme la véritable direction pratique du prolétariat en lutte sur le chemin de la révolution.

Face aux nouvelles menaces proférées par le gouvernement

Renforçons le soutien à la lutte des foyers Sonacotra !

Dans une lettre du 6 décembre, au plus fort de la vague d'attentats revendiqués par des groupes d'extrême droite contre des foyers d'immigrés, le Secrétaire d'Etat à la condition des esclaves salariés, Stoléro, rendu tristement célèbre par les mesures anti-ouvrières qui portent son nom, demandait au Ministre de l'Intérieur d'ouvrir une enquête sur le Comité de Coordination Sonacotra, accusé de « contribuer » à entretenir un « climat de violence ».

La menace, assortie de mensonges grossiers, est claire. Le Comité de Coordination a réagi en rappelant dans un communiqué de presse la violence quotidienne que subissent les travailleurs immigrés de la part de la bourgeoisie, de son Etat et de ses nervis, avec les expulsions massives, la répression policière, les agressions et les assassinats racistes, les tracasseries continues des gérants-flics des foyers (récemment ceux-ci se sont même mis en « grève » — refus de distribuer le courrier et de délivrer les attestations de résidence — et organisent sous le nom de « groupes d'auto-défense » de véritables commandos de choc dirigés contre les délégués des résidents). Et après avoir rappelé l'unité entre travailleurs de toutes nationalités qui est jusqu'ici le principal résultat de la lutte, il a réaffirmé sa volonté de continuer à se battre jusqu'au bout, en dépit de toutes les intimidations, pour les revendications qui sont depuis le début celles des résidents, en appelant tous les travailleurs et tous ceux qui sympathisent avec la lutte à renforcer le soutien contre toute tentative de répression.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que la démocratie bourgeoise a recours au vieil argument de la « légitime défense » devant la provocation pour « justifier » la répression, en cachant la réalité de fer de son mode de production et de sa dictature sur le prolétariat.

Le capitalisme, qui condamne des masses entières à crever de faim dans les pays du tiers-monde, qui contraint des millions d'hommes à émigrer pour les faire trimer comme des bêtes de somme dans les centres industriels développés avant de les refouler à nou-

veau comme indésirables, n'est pas la violence. Les salaires de misère, les millions de chômeurs, les centaines de milliers de prolétaires intoxiqués, mutilés, tués dans les usines et sur les chantiers pour assurer le profit des patrons, les centaines de millions de morts des guerres impérialistes ne sont pas de la violence. L'organisation systématique de l'intimidation légale contre toute une partie de la classe ouvrière, le matraquage intensif de la propagande xénophobe, l'impunité assurée aux assassins racistes et aux nervis du patronat, ce n'est pas non plus de la violence.

Mais que des prolétaires s'unissent — ne disons même pas pour attaquer — mais pour se défendre contre les empiètements croissants du Capital, pour l'empêcher de les réduire à l'esclavage, voilà, sans aucun doute, une violence intolérable que l'Etat bourgeois, ce père plein de sollicitude, ne saurait laisser passer! Et en fait si l'Etat menace d'abattre à nouveau sa trique, comme il l'a déjà fait à plusieurs reprises, sur les résidents en grève et surtout sur l'organe centralisateur de leur lutte, c'est qu'il s'agit ici, pour lui, d'une question de principe.

Voilà des travailleurs immigrés, les plus opprimés et les plus exploités de tous les prolétaires, qui tiennent bon depuis trois ans, malgré toutes les attaques et les intimidations, sur leurs revendications de départ, et qui ont même réussi à étendre encore leur grève: n'est-ce pas là, objectivement, un dangereux exemple pour tous les ouvriers? Ils se sont donné une direction qui échappe au contrôle de l'opportunisme, qui a déjoué toutes les manœuvres du PC et des directions syndicales pour diviser et briser la lutte, et qui a osé appeler tous les travailleurs, français et immigrés, à descendre dans la rue contre les mesures Stoléro, et à former un front uni contre les discriminations et la répression frappant les travailleurs immigrés: n'est-ce pas un manquement intolérable aux bons usages de la « concertation » entre les classes?

Ce que la bourgeoisie cherche en réalité à conjurer, quand elle part en chasse contre les soi-disant « provocateurs », n'est autre

que le spectre de la lutte de classe, de la lutte internationale du prolétariat. Cette lutte, aucune répression ne pourra jamais l'étouffer définitivement, parce qu'elle n'a pas besoin de « meneurs » pour la provoquer: elle naît des conditions matérielles qui sont celles du capitalisme lui-même. Et c'est pourquoi les étincelles de lutte tant soit peu radicale qui s'allument çà et là sont pour la bourgeoisie une offense insupportable: parce qu'elles sont le signe de la force potentielle du géant prolétarien, aujourd'hui enchaîné et réduit à la défensive, mais qui devra demain se relever dans toute sa puissance et la faire trembler, comme par le passé, par des luttes de bien plus grande envergure.

Des gérants du capital les ouvriers n'ont à attendre ni clémence ni justice: la bourgeoisie ne leur a jamais rien offert d'autre qu'exploitation, répression et mensonge; et ce, dans tous les pays. Pour se défendre, ils ne peuvent compter que sur leur propre lutte, sur la force que donne, comme disait Marx, « le nombre, quand il est uni par l'organisation et guidé par la connaissance ». La bourgeoisie vise le Comité de Coordination avant tout parce qu'il s'est placé sur le chemin de la lutte pour la défense de tous les travailleurs immigrés et pour la solidarité de classe entre tous les prolétaires. Les menaces contre lui doivent être considérées par tous les ouvriers comme visant en réalité toute leur classe. Les résidents grévistes des foyers Sonacotra sont encore trop isolés par rapport aux autres travailleurs: résultat de la politique de sabotage et de division de l'opportunisme à laquelle s'ajoute le sectarisme des groupes gauchistes. Plus que jamais, il faut se battre pour renforcer les comités de soutien, consolider la cohésion de la lutte à l'intérieur des foyers, propager partout, sur les lieux de travail et d'organisation des travailleurs, le besoin de la solidarité active. La seule riposte efficace, en cas de répression effective, se situe sur le terrain de la force, parce qu'il n'y en a pas d'autre: grève et manifestation immédiates. Il est urgent de préparer le retour à ces méthodes: ce sont celles de la lutte prolétarienne.

Naville, en Suisse

Une lutte généreuse honteusement trahie !

En Suisse aussi l'aggravation de la pression patronale oblige les prolétaires à réagir violemment pour se défendre. Dans ces luttes, non seulement ils se heurtent à la bourgeoisie, mais ils doivent déjouer les manœuvres de ses agents dans leurs propres rangs, et surmonter le handicap de 40 ans de « Paix du travail ».

Nos camarades suisses ont distribué un tract lors de la récente grève chez Naville (Société de distribution de presse et de librairie), et publié une brochure qui tire le bilan de cette lutte. Elle rappelle son éclatement spontané à Genève, les tentatives d'extension et de solidarité; elle montre comment les bonzes de l'UFF ont réussi finalement à saboter cette lutte malgré la combativité des travailleurs, mais grâce à l'absence d'organisation et de préparation. Elle indique les voies de la préparation des luttes de demain.

LE PROLÉTAIRE

Suppl. pour la Suisse n° 9

SPECIAL NAVILLE

- Un bilan pour que la lutte s'intensifie
- Pour l'union grandissante des travailleurs

Prix : FS 0,50 ; FF 1,50

Soutenez le développement de la presse internationale du Parti
Souscrivez !

Premiers enseignements de la grève des postiers

Le mouvement, déclenché par les travailleurs du CTA de Créteil, qui après trois mois de lutte pour défendre un vacataire licencié, ont occupé le CTA pendant une semaine avant d'être expulsés par 500 CRS, n'a pu finalement, malgré un magnifique élan de solidarité, conduire à un mouvement général et de longue durée. Et c'est ce que nous avions craint (voir *Le Prolétaire* n° 260).

Une fois encore, la retombée rapide de cette lutte vient confirmer toute l'abjection des méthodes capitulaires et collaborationnistes dont sont capables les directions syndicales. Dans ce conflit elles ont en effet déployé des trésors de roubardise et de flagornerie pour en fin de compte saboter totalement les chances d'extension et de centralisation de la grève.

Ainsi, malgré tous les effets de manche et les trémolos indignés de nos bureaucrates matamores, il est bon de rappeler que ces Messieurs n'ont découvert le « scandale » de la surexploitation des vacataires, l'« injustice » faite à François Llamas, le vacataire licencié à Créteil, qu'après 3 mois de lutte opiniâtre et inlassable des travailleurs de Créteil CTA.

Il aura fallu, pour qu'ils fassent un tant soit peu semblant de découvrir la bestialité de l'exploitation capitaliste qui frappe les jeunes chômeurs embauchés comme vacataires, que l'acuité de l'affrontement de classe à Créteil menace de s'étendre comme une traînée de poudre dans les autres centres de tri et bureaux de poste.

Si les bonzes ont été contraints, dans une certaine mesure, de lâcher un « soutien » du bout des lèvres aux travailleurs de Créteil, c'est qu'ils ne disposent plus dans ce CTA des moyens d'encadrement, en militants et en présence effective sur le terrain, pour dévoyer la lutte de l'intérieur et pour marquer un coup d'arrêt trop net.

Cela fait presque deux ans en effet qu'existe dans le CTA une action revendicative intense et régulière, qui se développe tant au travers des sections syndicales, qu'en dehors d'elles. Un petit noyau de militants est parvenu à développer pendant des mois un travail très moléculaire d'organisation des travailleurs sur des objectifs modestes sans doute mais réellement classistes. Mais même ce travail de sensibilisation des travailleurs aux exigences de la lutte de défense immédiate, bien que très élémentaire, a dû se heurter dès le début à l'obstruction des différentes instances bureaucratiques, comme nous l'avons montré dans plusieurs articles du *Prolétaire*.

Notre action dans le CTA, où travaille un de nos camarades, a été dès le début d'essayer d'assurer le maximum de continuité dans l'accomplissement de cette tâche. Nous n'avons jamais tenté contrairement à la quasi totalité des nombreux groupes « gauchistes » qui s'activent dans le centre, de donner à ce travail des objectifs et une portée qu'il ne pouvait avoir : il s'agissait, pour nous, avant même de prétendre engager la masse des travailleurs dans une lutte directe et frontale contre l'administration, de préparer les forces capables de leur donner un **minimum d'organisation** et de conscience du besoin de la lutte. Pour cela, dans la section syndicale CGT, mais plus encore en dehors d'elle, nous avons travaillé à regrouper les éléments les plus combattifs et perméables à ces exigences, en dehors de tout préalable sectaire et partisan, le seul préalable étant la reconnaissance de la nécessité de recourir à des méthodes de lutte de classe pour se défendre efficacement.

Une certaine « convergence » a pu s'établir, au hasard des différents épisodes de luttes, entre notre méthode et le travail fourni par des militants appartenant à d'autres courants (LO, LCR, OCT PCR, etc.). Cependant chacun de ces groupes a été, à un moment ou à un autre, en retrait par rapport aux besoins de la lutte. Notre apport aura consisté essentiellement à assurer, souvent quasiment seuls, la continuité de ce travail patient de préparation organisationnelle des travailleurs.

Il faut noter de plus que le caractère très minimaliste de ces tâches nous a aussi contraints à retarder à plusieurs reprises l'affrontement ouvert avec les bonzes, le temps que que soit créé un vaste terrain d'appui où cet affrontement puisse entraîner un recul de l'influence des bonzes et un renforcement des rangs des travailleurs sur des positions classistes, au lieu que les éléments les plus en avant soient artificiellement mis hors de circuit par l'administration et la bureaucratie syndicale. Cela supposait que la frange des travailleurs d'avant-garde, ceux qui n'ont plus depuis longtemps aucune illusion sur les méthodes et l'orientation de la bureaucratie, aient réussi à réaliser une **soudure durable et solide** avec les couches plus larges de travailleurs.

Ces derniers, bien que sensibles à certains moments aux besoins d'une défense directe et collective, n'arrivent encore que difficilement, au terme de longues expériences et

d'une préparation obstinée, à distinguer entre les positions fourbes de l'opportunisme et les positions de lutte de classe. D'autant plus que l'attitude des différentes chapelles centristes n'est pas faite pour faciliter la clarification de cette position. De la LCR qui à plusieurs occasions a littéralement rampé devant les bonzes, à LO qui, se drapant dans un voile de pureté sectaire, a refusé pendant des mois de se salir les mains dans ce travail « peu payant » de préparation des travailleurs aux besoins de la lutte immédiate, tout en se dérobant quand il était effectivement possible de dénoncer les bonzes sur la base des exigences réelles de la lutte, tous ces militants ont constitué, à un moment ou à un autre, une entrave objective à la consolidation du rapport de forces, tant avec l'administration qu'avec les bureaucraties syndicales.

Quoi qu'il en soit, l'activité syndicale continue et intense qui s'est développée à Créteil CTA a rendu possible qu'une riposte directe, décidée et courageuse soit organisée, avec comme dénouement la grève avec occupation lorsque l'administration a attaqué les vacataires. Tout cela explique que les bonzes, au lieu d'attaquer le mouvement frontalement, aient préféré miser pratiquement sur l'extinction naturelle de la grève.

Lorsqu'après l'intervention des flics à Créteil, la grève s'est propagée dans un magnifique élan de solidarité de classe dans toute la région parisienne et même en province, les dirigeants régionaux et fédéraux laissèrent les travailleurs sans aucune perspective, n'indiquant ni moyen, ni objectif à atteindre.

La circulation de l'information sur l'état du mouvement entre les centres fut savamment sabotée par les bonzes. Par exemple, les travailleurs de Créteil ont appris les différents débrayages de province par la radio, de même qu'en de nombreux endroits, c'est la radio et non les fédés qui a déclenché la solidarité. Rien n'a été fait dans les centres de tri pour centraliser réellement le mouvement, et l'on a même vu des « piquets de grève » comme à Brune, constitués non tant pour empêcher jaunes et responsables de l'administration de pénétrer dans les locaux que pour filtrer d'éventuelles délégations de travailleurs d'autres centres.

D'autre part, les objectifs revendicatifs avancés par les bonzes sur leur plate-forme centrale témoignent de leur soumission objective aux intérêts de la bourgeoisie et de l'administration. D'abord, dans cette plate-forme, les bonzes se sont payés le culot de proposer comme base de lutte à l'ensemble

des postiers la satisfaction des revendications de... Créteil CTA !

De plus, et c'est là le plus grave, alors que l'élan de solidarité parti de Créteil mettait enfin en avant la situation des vacataires, les bonzes ne disent pas un mot de la seule revendication capable de souder effectivement les travailleurs par-dessus les limites de catégories : titularisation immédiate et sans condition de tous les hors-statuts mais renforcent les préjugés aristocratiques de tous les titulaires en exigeant l'**arrêt de l'embauche** des vacataires.

Enfin, montrant tout leur mépris des travailleurs et leur haine de la lutte prolétarienne, ces mêmes bonzes allèrent jusqu'à dénoncer « l'apathie » des travailleurs, soi-disant incapables de lutter, pour expliquer la reprise du travail qui s'effectua partout avant la fin de la semaine. Mais qu'avaient-ils donc fait, eux, les bonzes, ces « lutteurs infatigables » pour motiver les travailleurs ? Est-ce donner confiance aux travailleurs que de « découvrir » leur lutte trois mois après le début de la bataille, ou encore de les appeler à manifester au Ministère des PTT comme le 6 février, pour les faire s'épuiser vainement à tourner autour du bâtiment, en précipitant la dispersion sans laisser le temps à des liens de s'établir, en refusant que Créteil prenne la tête du cortège, ce qui là aussi a une signification plus que symbolique !

Comment les travailleurs auraient-ils eu confiance quand ils sont trompés, abandonnés constamment par ces mêmes personnages ? Au PLM, les travailleurs ignoblement trahis il y a quelques mois (cf *Le Prolétaire* n° 258) ont même refusé de se lancer dans le mouvement quand ils ont vu que les fédérations appelaient au débrayage, tant la cicatrice de la dernière trahison était encore brûlante.

Ainsi la double tactique, qui alliait dans les autres centres et services une solidarité toute verbale et factice avec Créteil au refus pratique de généraliser le mouvement permettant aux fédérations de se couvrir vis-à-vis de la masse des postiers de la sympathie qui se manifestait instinctivement envers les postiers de ce centre, était la contre partie de celle menée à Créteil où elles ne pouvaient attaquer de front la lutte et étaient réduites à l'entourer de sollicitude hypocrite pour paralyser les tendances des grévistes de ce centre à se lier effectivement avec les autres, comme nous le soupçonnions dès le début de l'entrée des fédérations dans le mouvement (voir *Le Prolétaire* n° 258).

Les bureaucraties sont encore une fois par-

venues à jouer leur rôle de pompiers. Mais c'est au prix d'une **mobilisation sans égal** de tout l'appareil bureaucratique pour dresser un pare-feu entre Créteil et les autres centres. Imaginez que deux ou trois centres dans la région parisienne luttent au diapason dans un mouvement comme celui que nous avons connu. La double tactique des bonzes aurait alors été impossible et il leur aurait fallu trouver une tactique de trahison plus **directe**, donc plus dangereuse pour eux.

Aujourd'hui, le mouvement est donc stoppé. Il est cependant très encourageant de souligner que les grévistes de Créteil ont gagné assez d'expérience, de force et d'organisation pour reprendre le travail sans avoir obtenu satisfaction, mais aussi sans sortir paralysés et démoralisés de ce combat. Cette lutte si elle n'a pas trouvé la force de réaliser à chaud une coordination solide des centres de tri a permis cependant de commencer à en poser les bases pour l'avenir, et de tisser, à travers les nombreuses délégations faites, à la base, de centre à centre et grâce au gala de solidarité qui a marqué la fin de la lutte, les premiers liens entre quelques militants et travailleurs de la région.

Pour sortir durablement renforcés de cette grève ces travailleurs ont maintenant à mener à bien, patiemment, avec continuité, un travail de liaison systématique et régulier qui puisse dans les luttes à venir permettre de résister au sabotage de la centralisation perpétré par les fédérations. Il leur faut aussi maintenant faire un bilan serré de l'échec de l'extension du mouvement, en situant clairement les responsabilités.

A travers cette lutte à Créteil comme ailleurs des couches plus larges de travailleurs ont pu faire l'expérience indispensable de la trahison opportuniste. A Créteil, nous sommes aujourd'hui arrivés à une **situation de rupture nécessaire et irréversible** entre travailleurs combattifs et bureaucrates, situation qu'il serait criminel de ne pas éclairer de la façon la plus éclatante. Nous savons que de nombreuses forces, surtout chez les centristes, travaillent à différer l'affrontement en masquant désormais les responsabilités de l'opportunisme.

L'avenir du mouvement réside donc dans le resserrement des liens entre Créteil et les autres centres, afin que ces derniers bénéficient de l'expérience qui a été acquise et que le prochain mouvement démarre avec un **minimum de liaison** qui permette de généraliser les résultats de celui-ci et de rendre la tâche de pompiers des fédérations plus difficile, ce à quoi notre groupe syndical consacra ses modestes forces.

Les tracts de bilan diffusés par le Parti

Le bulletin PTT n° 14 dresse un premier bilan de la grève. Il a été largement diffusé sur la plupart des centres de tri de Paris et de banlieue ainsi que dans de nombreux bureaux et services. Il était destiné à appeler également à une réunion publique prévue sur ce thème à Paris, le mercredi 22 février. En voici des extraits.

[...] Si la bourgeoisie a été contrainte d'utiliser ses tribunaux contre Llamas et ses flics pour déloger les camarades de Créteil c'est parce que ces derniers l'ont contrainte en utilisant les armes de notre classe : la solidarité active entre travailleurs, la grève sans préavis et sans limitation préalable de durée, l'occupation, la tentative de rompre l'isolement.

Si la vague de solidarité a été aussi vaste, c'est que la lutte de nos camarades était devenue un symbole, celui de la défense des vacataires, de la lutte contre les licenciements, de celle contre l'alternative barbare entre surexploitation et chômage.

Le vaste mouvement ainsi déclenché aurait pu encore enflammer l'ensemble des PTT, s'étendre, se renforcer et infliger des reculs plus directs de l'administration : mais il s'est finalement tari, parce que laissé sans perspective et sans direction ! [...]

Après avoir expliqué la tactique des bureaucraties syndicales, le bulletin poursuit : Il ne faut pas que la lutte obstinée de nos camarades de Créteil et l'élan général de solidarité soient sans lendemain.

Il faut que les prochaines luttes se soient données au préalable un minimum de liaison et de coordination permanente entre les différents centres et bureaux à l'échelle régionale. C'est nécessaire pour que personne ne reste isolé et pour choisir le meilleur moment pour un mouvement d'ensemble qui seul peut faire aboutir nos revendications communes.

Cette coordination est nécessaire quelle que soit la forme qu'elle prenne.

Nous appelons à lutter pour elle tous les camarades quelle que soit leur appartenance politique ou syndicale ou même s'ils n'adhèrent à aucun parti ni syndicat, qui met-

tent en avant la lutte de défense collective des prolétaires par-dessus les limites de catégories, d'entreprise et de nationalité, et comprennent que cette lutte est une lutte de classe.

Nous appelons à lutter pour elle les camarades qui sont pour l'utilisation des méthodes qui correspondent aux exigences de cette lutte.

Ce sont les seuls préalables que nous mettons à cette coordination, car nous savons que c'est seulement sur cette base que pourra naître une véritable direction pour nos luttes.

CAMARADES !

Nous savons cependant que cette lutte se heurtera inévitablement à l'opposition non seulement de l'administration mais aussi des bureaucraties syndicales qui veulent concilier l'intérêt des travailleurs et ceux de l'administration sous prétexte de « service public »

Le tract de bilan diffusé à Créteil a repris l'ensemble des leçons contenues dans le bulletin ci-dessus.

Il était cependant nécessaire d'insister sur le fait que les postiers de Créteil CTA « à cause du niveau d'organisation et de conscience de ces exigences de liaison [qu'ils ont] montrées dans cette grève, comme d'ailleurs dans celle de mai 77, [avaient] une responsabilité directe dans la construction et le renforcement » de la coordination dont notre bulletin PIT a depuis plus d'un an rappelé inlassablement le besoin.

Il était également indispensable d'y répondre aux fausses interprétations du sens de la lutte véhiculées par les groupes centristes :

« A leur rencontre, lit-on dans le tract, nous affirmons que le mouvement de classe qui s'est affirmé à Créteil n'est pas le fruit d'une unanimité, qui serait parfaitement illusoire, entre militants de base et bureaucrates dans le syndicat, pas plus qu'entre révolutionnaires et partis de gauche prétendument « ouvriers »

Si une discipline commune de façade, ré-

et se font en réalité une courroie de transmission des intérêts de la bourgeoisie dans nos rangs.

Elle se heurtera aussi à l'inconséquence, à la paralysie des groupes qui refusent, parce qu'ils ont une vision déformée de la lutte prolétarienne, de combattre sérieusement l'orientation des bureaucraties syndicales.

Nous appelons donc tous les camarades conscients des exigences de ce combat à renforcer notre groupe syndical PTT, à étendre ses forces pour faire valoir de façon unitaire ces exigences dans les centres et les bureaux, dans les sections syndicales et dans toutes les formes de coordination qui pourraient naître, afin de préparer nos luttes futures.

CONTRE L'ORIENTATION REFORMISTE ET CAPITULAIRE !

POUR UN FRONT DE CLASSE PROLETARIEN !

Groupe Syndical PTT du PC Int. 16-2-78.

pendant aux exigences réelles de la lutte, a pu se dessiner entre nous, c'est que bureaucrates et réformistes, sous peine de se démasquer trop manifestement ont été contraints par la force et la conscience de classe des travailleurs du CTA, de taire momentanément leur réticence et leur orientation capitulaire.

Au gala de solidarité de samedi, nous n'avons pas eu la force, faute de préparation collective des interventions, mais aussi à cause de l'orientation conciliatrice affichée depuis le début par certains courants, de dénoncer ouvertement la responsabilité des bureaucraties et des partis réformistes, à leur grand soulagement, dans le sabotage et l'extension de la grève.

Pour pouvoir mener à bien les tâches de coordination et relancer un vaste mouvement de lutte dans les prochains mois, notre devoir le plus urgent est de tirer ce bilan sans tarder.

Pour aider à tirer ce bilan, nous comptons enfin publier dans les semaines qui viennent une courte brochure qui retracera l'expérience de la lutte des travailleurs de Créteil-CTA.

La Turquie sur un volcan

En Turquie, après une longue période d'instabilité politique, le second gouvernement du Front National (coalition de trois partis de droite et d'extrême-droite comprenant le Parti de la Justice, le Parti du Salut National — à tendances islamistes — et le Parti du mouvement National — parti d'inspiration raciste qui organise des commandos armés spécialisés dans les coups de main contre les travailleurs) a été renversé le 31 décembre 1977 à la suite d'une motion de censure déposée par le Parti Républicain du Peuple, parti bourgeois créé par Ataturk et longtemps parti unique, qui se donne aujourd'hui une ligne de centre-gauche.

Le PRP a en effet profité de plusieurs passages dans l'opposition pour se donner un vernis réformiste et social-démocrate afin de pouvoir remplir efficacement son rôle de solution de rechange au service de l'Etat capitaliste turc. Ainsi au début du mois de janvier 78 c'est le leader du PRP, Ecevit, qui a constitué un nouveau gouvernement de coalition (avec des « indépendants » ayant quitté au dernier moment le Parti de la Justice et deux autres petits partis de droite) pour faire face à la grave crise politique secouant l'Etat démocratique turc, comité de défense armé des intérêts des capitalistes et des grands propriétaires fonciers de l'Etat. En réalité, la formation de ce nouveau gouvernement s'inscrit dans le cadre d'une longue série d'intrigues et de manœuvres par lesquelles les classes réactionnaires dominantes s'efforcent de désamorcer et de prévenir l'explosion des matériaux inflammables qui ne cessent de s'accumuler dans ce pays.

Il convient de remarquer que toutes ces manœuvres politiques (elles-mêmes conditionnées par les intérêts et les rivalités impérialistes qui s'exercent dans cette région occupant une place stratégique de première importance) permettent de renforcer le fonctionnement des institutions parlementaires bourgeoises,

présentées comme le seul terrain où puisse se trouver une solution à toutes les difficultés alors même que la façade démocratique de l'Etat turc se blinde chaque jour davantage. En effet, toutes ces intrigues ne font que prolonger le développement quotidien et systématique de la violence paralégitime contre les masses ouvrières et sans réserves en lutte. Ce sont à la fois l'armée, la police, les milices patronales et les commandos extrémistes de Turkes qui constituent le *poing de la démocratie bourgeoise*. Cela démontre une fois de plus que la légalité est un des instruments de domination des capitalistes, qui n'hésitent pas à la traiter comme un chiffon de papier dès qu'elle ne suffit plus à éviter et à réprimer la résistance des masses opprimées.

Mais la véritable toile de fond qui explique cette grave crise politique est une situation économique et financière désastreuse. En effet, à la suite d'une industrialisation « sauvage », la Turquie manque de devises pour payer ses achats à l'étranger : au cours de la période 1963-1976 la production industrielle a en moyenne progressé de 10 % par an. Cela obligea la Turquie à développer ses importations (95 % de ses importations représentent des matières premières et des biens d'investissement) et entraîna une soumission accrue vis-à-vis du marché mondial. Il en résulte une grande dépendance à l'égard des importations qui, selon les experts internationaux à la solde de l'impérialisme, interviennent en moyenne pour 1/3 dans chaque produit industriel fabriqué en Turquie (cf. *Le Monde* 10-12-77).

D'après les prévisions en 1977 les importations de la Turquie se situent aux alentours de 5,3 milliards de dollars, les exportations autour de 1,6 milliard compte tenu des transferts rapatriés par les travailleurs turcs à l'étranger (un peu plus de 1 milliard de dollars), et le déficit de la balance des paiements courants atteindra environ 2,8 milliards de dollars. Ce déficit n'a cessé de se creuser

depuis 1974, entraînant une diminution des réserves en devises qui atteignent aujourd'hui à peine 500 millions de dollars, c'est-à-dire presque rien. Cela provoque donc un endettement croissant de la Turquie qui la soumet totalement au concours du système bancaire international.

Cette grave situation financière ajoutée aux lourdes charges militaires imposées par l'occupation d'une partie de Chypre ne fait qu'accroître les difficultés économiques de la Turquie. C'est ce qui explique la décision de l'Irak et du Japon de suspendre leurs exportations de pétrole et de matériel industriel tant que le gouvernement n'aura pas réglé ses dettes, la réticence de la CEE à une association plus étroite et le refus du FMI de lui accorder une aide de 100 millions de dollars (cf. *Le Figaro* 2-1-78). Bien plus, le FMI a déjà obligé à plusieurs reprises, au cours de l'année 77, le gouvernement à quatre « ajustements » dévaluant la livre. La dernière en date, de septembre 77, était de 12 % et a entraîné une augmentation des prix des produits de consommation courante allant parfois jusqu'à 140 % (*Le Matin* 9-12-77). Dans ces conditions il n'y a rien d'étonnant à ce que le taux d'inflation annuelle dépasse les 20 %.

Par ailleurs, le fait que la Turquie soit au bord de la banqueroute ne fait qu'accroître les convoitises et les rivalités interimpérialistes : l'URSS multiplie les avances dans l'espoir de démanteler et de rendre stratégiquement inutilisable l'aile orientale en Méditerranée du système de défense de l'OTAN. De leur côté les Etats-Unis tout en refusant d'accorder une avance de 1 milliard de dollars dans le cadre de l'aide militaire (aussi longtemps que le problème chypriote n'aura pas été réglé, ce qui montre bien que le maître exige une obéissance totale de son valet) s'efforcent de préserver la stabilité du système de l'OTAN en nommant des généraux turcs à la tête de l'état-major allié de la zone orientale de

la Méditerranée (cf. *Le Figaro* du 2-1-78).

La bourgeoisie turque quant à elle, sans pour autant renoncer, pour l'instant du moins, à un alignement total derrière l'impérialisme US, essaie de jouer sur ces convoitises multiples pour préserver ses intérêts de capitalisme « pauvre » de troisième zone. Mais pour cela il faut absolument qu'elle puisse disposer d'une solution gouvernementale lui permettant de mettre de l'ordre dans la maison, au détriment des masses ouvrières et paysannes pauvres (car le capitalisme turc a les pieds très fragiles puisque 59 % de la population vit à la campagne) tout en se parant d'un masque réformiste aussi démagogique qu'illusoire. C'est également de la sorte que la Turquie pourra redorer son image de marque internationale.

Ce sont là les facteurs et les exigences qui expliquent la formation du nouveau gouvernement de coalition d'Ecevit. Pour éviter à ce dernier d'aller trop loin dans le domaine des promesses réformistes et pour empêcher que les espoirs des masses ne se réveillent trop brutalement et de manière incontrôlée (dans un pays où les tensions sociales sont chaque jour plus fortes), la présence d'une dizaine de ministres indépendants (en réalité de droite) est d'une très grande utilité en servant de garde-fou. Il suffira d'une pression sociale trop grande pour provoquer une nouvelle crise gouvernementale (grâce à la démission des indépendants) et espérer désamorcer ainsi le mécontentement des masses en le portant sur le terrain des élections et de la recherche de savantes combinaisons parlementaires. Et si tout cela ne suffit pas, il y a toujours l'armée pour sauver en dernière instance les valeurs démocratiques au nom du Kémalisme, comme elle l'a déjà fait en 1960 et en 1971, sans parler des bouffées de chauvinisme anti-grec, toujours utiles à l'occasion.

Comme on peut le voir, les classes dominantes (la bourgeoisie industrielle et financière et les grands propriétaires de l'Est qui se transforment en bourgeoisie terrienne en adaptant leurs intérêts aux exigences de l'accumulation de capital) connaissent toutes les ficelles pour préserver leur odieuse domination sur les masses opprimées. Il faut dire que d'aussi savants calculs sont bien nécessaires, car la crise que connaît la Turquie rend la situation de plus en plus explosive et à force de jouer avec le feu on risque fort de réveiller le volcan.

En effet l'endettement croissant de la Turquie et les difficultés qu'elle a à obtenir des crédits obligent de nombreuses usines à fermer alors qu'en moyenne chaque année il y a 440.000 personnes qui arrivent sur le marché du travail. La Turquie a en effet un taux de croissance démographique de 2,6 % (ce qui est énorme comparé aux taux des pays de l'Europe de l'Ouest, situés entre 0 et 0,5 %) ce qui explique le développement continu de l'émigration rurale vers les villes (et de là vers les pays industriellement développés de l'Europe de l'Ouest). Le chômage atteint de la sorte plus de 20 % de la population active des villes et des campagnes (il faut savoir que l'agriculture emploie encore 59 % de la population active et est incapable de garder les surplus de population, d'autant plus que le mouvement d'embourgeoisement des grands propriétaires fonciers dans le cadre de structures retardataires, surtout à l'Est où la croissance démographique est la plus forte, ne fait qu'accroître la misère et la ruine des paysans pauvres condamnés à émigrer ; pour le reste la population active se répartit entre l'industrie — 13 % — et les services).

Cette situation entraîne des conditions de vie et de travail de plus en plus noires à la fois pour les masses paysannes pauvres, pour les masses de sans réserves qui s'agglutinent autour des villes, et enfin pour un jeune prolétariat d'autant plus remuant et fougueux que l'opportunisme local n'a pas une longue expérience de sabotage et de trahison derrière lui.

(suite page 8)

Salut à la grève des mineurs américains !

Depuis fin juin, les bassins miniers des Appalaches aux U.S.A. sont secoués par des mouvements de grève que toute l'activité des pompiers sociaux du syndicat, et la répression policière croissante n'ont réussi à arrêter qu'un moment ; mais le mouvement est reparti aussi vite avec une détermination et une agressivité accrues.

La première vague de grève s'est prolongée jusqu'au 22 août. Elle a été déclenchée par l'annonce que les soins médicaux, jusque-là assurés gratuitement et qui pèsent lourd dans le budget des mineurs qui souffrent de toute une variété de maladies professionnelles, coûteraient désormais 500 dollars aux ouvriers. Or il faut savoir que la caisse de sécurité sociale est gérée par le syndicat lui-même (l'UMWA), dans la meilleure tradition de rackett des unions américaines. Les ouvriers ont donc trouvé en face d'eux l'organisation syndicale et dans un rôle patronal et dans son rôle (qui est le même dans tous les pays) de diversion et de sabotage. Après dix semaines de grève dure avec piquets (surtout autour de Char-

leston), qui souffrait cependant de l'absence de solidarité des mineurs non syndiqués, et d'une conjoncture assez défavorable — réserves importantes et besoins du marché restreints —, les vieux renards de l'UMWA ont réussi à faire voter par une assemblée de petits bonzes une « suspension de grève » de 60 jours (qui n'a d'ailleurs pas été totale) et qu'ils espéraient bien définitive.

Mais le 7 septembre, ils eurent le culot d'annoncer que le taux des frais médicaux allait encore augmenter, « par la faute de la grève », la contribution patronale étant astucieusement proportionnelle à la quantité de charbon effectivement produite. Après un moment de flottement, une nouvelle flambée de grève à l'occasion des renouvellements de contrats de début décembre a touché l'ensemble du bassin (environ 160.000 ouvriers). Cette fois, forts de leur expérience antérieure, les mineurs exigent de bloquer par des piquets armés les puits où travaillent des mineurs non-syndiqués et menacent de brûler les chariots si la police s'y oppose.

Des affrontements avec la police ont déjà fait plusieurs blessés et un mort, et la situation se tend, dans la mesure où les réserves ont diminué depuis les grèves précédentes, et où la vague de froid accroît la demande. Sous la pression, le patronat et l'United Mine Workers ont cette fois mijoté un accord qui redonne les avantages sociaux et prévoit 37 % d'augmentation salariale, mais avec des engagements anti-grève sauvage en contre partie : la réponse des mineurs a été le refus de signer tout contrat contenant la moindre limitation de leur droit de grève.

Quoi qu'il en soit, avec ces 7 mois d'agitation opiniâtre, les mineurs ont renoué avec une tradition de lutte que la corruption syndicale n'a pas réussi à anéantir.

D'autres couches du prolétariat sont des foyers d'agitation actifs, comme les immigrés mexicains (les « chicanos ») dans le secteur de la grande industrie capitaliste. Plus que jamais aux USA se fait sentir l'exigence d'un parti révolutionnaire capable de lier, d'orienter et de renforcer les foyers d'incendie.

Fascisme et démocratie se passent le relais

L'Etat démocratique italien, avant même de se sentir menacé, réagit comme naguère l'Etat fasciste : deux militants d'extrême gauche ont été condamnés au « confino », c'est-à-dire à l'assignation à résidence. Il s'agit d'une mesure préventive condamnant les « groupes et personnes accomplissant des actes susceptibles de subversion contre l'Etat » (*Le Monde* du 18-2-78). La « différence » entre le fascisme et la démocratie, c'est qu'à l'époque fasciste, c'était la police qui était chargée d'apprécier qui devait être condamné, alors qu'aujourd'hui c'est la magistrature.

Ceci confirme encore une fois ce que nous avons toujours dit : en réalité, entre fascisme et démocratie il n'y a pas de différence de nature. L'un et l'autre sont deux formes de la dictature de classe bourgeoise !

Kommunistisches Programm

N° 17 - FEB. 78

- Terrorismus, Demokratie und Kommunismus
- Drang nach Osten - Drang nach Westen !
- Die soziale Bewegung in China (V)
- Das demokratische Prinzip
- Rundschau : Schwarzafrika - Indochina - Tunesien - Gewerkschaftsausschlüsse in Italien - Druckerstreiks in Deutschland.

A propos de la campagne contre « l'Europe germano-américaine » (2)

La question de l'appui du mouvement communiste à la revendication de l'indépendance nationale doit être posée historiquement et géographiquement, pour des périodes et des aires géographiques entières, qui couvrent souvent des demi-continentes et englobent plusieurs nations, mais qui sont cependant limitées dans le temps et dans l'espace.

Dans les phases historiques et les aires géographiques où elle est la superstructure de la société bourgeoise montante, dont le développement ouvre le champ aux antagonismes modernes qui sont à la base de la révolution prolétarienne, le parti communiste appuyé, dans une totale indépendance politique et organisationnelle, la nation ascendante et ses structures politiques (y compris contre les tentatives de restauration), de même que les guerres pour la constitution des Etats nationaux, sans jamais faire sien un quelconque principe national, bien au contraire. Il s'agit de conquérir un champ de bataille matériel et politique où pourra être livré le combat final contre la bourgeoisie : c'est pourquoi il lutte, au cours même de la révolution bourgeoise, pour organiser le prolétariat sur son programme propre, à la fois pour pousser en avant la révolution démocratique et, dès que les conditions internationales y concourent, pour partir à l'assaut du pouvoir contre la bourgeoisie et son Etat national avant même sa consolidation, assaut auquel il n'aura jamais cessé de préparer la classe ouvrière tout au long des vicissitudes qui accompagnent la naissance de la nation. C'est là la stratégie marxiste de la révolution double, déjà esquissée dans le *Manifeste* de 1848, précisée dans l'*Adresse à la Ligue des Communistes* de mars 1850, et appliquée de main de maître par le parti bolchévik en Russie (1).

Lorsque ce cycle est achevé dans une aire géo-historique, il l'est définitivement, et la revendication nationale devient strictement contre-révolutionnaire et anti-prolétarienne pour toute l'aire, dont les antagonismes politiques et sociaux dominants sont toujours déterminés par ceux des grandes nations qu'elle englobe. Alors s'ouvre une nouvelle phase historique, où la domination de classe de la bourgeoisie et son antagonisme avec le prolétariat assument un caractère international s'étendant à toute l'aire, au travers même des antagonismes qui peuvent opposer les nouvelles classes dominantes des différents pays. Dans toute l'Europe occidentale et centrale, la nouvelle phase s'ouvre en 1871, avec la jonction des armées française et prussienne sur le cadavre de la Commune de Paris (2).

Dans l'*Adresse* du 30 mai 1871, Marx énonce alors le jugement définitif du mouvement communiste, que Lénine dut rappeler avec force après 1914 contre les renégats social-démocrates : « *Qu'après la plus terrible guerre des temps modernes, le vainqueur et le vaincu fraternisent pour massacrer le prolétariat, cet événement inouï prouve, non pas [...] l'écrasement définitif d'une nouvelle société montante [le communisme], mais la désagrégation complète de la vieille société bourgeoise. Le plus haut effort d'héroïsme dont la vieille société soit encore capable est une guerre nationale ; et il est maintenant prouvé qu'elle est une pure mystification des gouvernements, destinée à retarder la lutte des classes [alors que la nation montante l'accélérait], et qu'on se débarrasse de cette mystification, aussitôt que cette lutte de classe éclate en guerre civile.* » Et l'*Adresse* poursuit : « *La domination de classe ne peut plus se cacher sous un uniforme national, les gouvernements nationaux ne font qu'un contre le prolétariat !* ». Et un peu plus loin se trouve l'autre passage classique qui souligne le caractère international tant de la dictature bourgeoise que de la révolution prolétarienne : « *Tandis que les gouvernements européens témoignent ainsi devant Paris du caractère international de leur domination de classe, ils crient haro sur l'Association Internationale des Travailleurs — la contre-organisation internationale du travail opposée à la conspiration cosmopolite du capital — selon eux source maîtresse de tous ces malheurs !* » (3).

Dans la première partie de cet article (Le Prolétaire n° 260), nous montrions que la campagne de l'OCT contre « l'Europe germano-américaine » avait pour pivot la revendication de l'indépendance nationale au sein d'une Europe démocratisée à l'abri de l'ingérence des deux superpuissances, comme condition et étape préalable de la lutte du prolétariat européen pour son émancipation ; nous montrions qu'à l'inverse pour le marxisme, internationalisme et principe national sont incompatibles.

C'est la réalité matérielle elle-même qui est à la base de cet alignement international des forces de classe. Depuis plus de cent ans, l'histoire des pays capitalistes avancés a confirmé que, malgré la violence inouïe des affrontements et des guerres impérialistes, face auxquelles la guerre franco-prussienne de 1870 fait figure d'ancêtre antédiluvien, la solidarité bourgeoise contre la révolution prolétarienne ne s'est jamais trouvée démentie, et que les classes dominantes et leurs Etats subordonnent toute velléité nationaliste à cette exigence primordiale.

En 1923, alors que la France occupait la Ruhr, et que les symptômes d'une situation révolutionnaire étaient en train de se développer en Allemagne, un grand commis de la classe dominante allemande s'adressa au commandement de l'armée française, pour rappeler à cet ennemi de la veille les services insignes rendus par Bismarck à l'Etat français lors de la Commune de 1871, et les intérêts communs de toutes les bourgeoisies contre le prolétariat. Il vaut la peine de reproduire ces paroles éloquentes de l'ennemi de classe :

« *De nouveaux troubles se produiront et l'ordre, qui est la base nécessaire de la culture et de la production, menace d'être ébranlé pour un temps assez long [...]. La région industrielle est trop com-*

plexe pour qu'une étincelle partie d'une ville ne risque de devenir une flamme telle que ni le Rhin ni les frontières de l'Allemagne ne puissent l'arrêter. Cette menace est suspendue sur le monde. Et si le commandement français attend dans l'inaction que l'émeute s'en prenne à lui, il semblera que la France souhaite un ébranlement de l'autorité allemande [...] même au prix d'un soulèvement qui menacerait la civilisation européenne en mettant la Ruhr aux mains de la populace. Ce jeu est dangereux pour la France même. L'armée d'occupation n'est pas constituée seulement de matériel inanimé, fusils, mitrailleuses et tanks ; des hommes qui ont des yeux et des oreilles portent ces armes. Ils risquent d'emporter de la Ruhr une semence dangereuse, appelée à germer en territoire français. En présence de ces dangers, je me permets de souligner les lourdes responsabilités que le commandement français encourrait en se montrant indulgent avec l'anarchie. S'il n'agit pas lui-même, son devoir est tout au moins de laisser aux autorités allemandes les mains libres pour accomplir le leur [...]. Je me permets de rappeler à ce propos que, lors du soulèvement de la Commune de Paris, le commandement allemand alla de son mieux au-devant des besoins des autorités françaises agissant en vue de la répression » (4).

Socialisme contre patriotisme

Plus près de nous, on pourrait citer d'autres cas extrêmes : tel l'exemple de l'Allemagne hitlérienne, qui ne tenta pas d'écraser son ennemie mortelle, l'Angleterre, comme elle aurait peut-être pu le faire en concentrant toutes ses attaques contre elle, car elle sentait bien que « *l'écrasement de cette métropole séculaire aurait submergé le capitalisme mondial, ou du moins l'aurait plongé dans une crise effroyable, car il aurait mis en mouvement les forces de toutes les classes et de tous les peuples martyrisés par l'impérialisme et la guerre* » (5), et que les forces de l'Axe auraient été alors impuissantes à contrôler cet élan ; tel, aussi, l'écrasement de la Commune de Varsovie par l'armée nazie avec la complicité de l'« Armée Rouge » en 1944, lorsque celle-ci s'arrêta à trente kilomètres de la ville insurgée, livrant ainsi à la répression le soulèvement auquel son rapprochement avait donné le signal.

Mais cette collusion est permanente comme viennent de le rappeler encore une fois l'action convergente de tous les impérialismes pour la réussite de la répression à Mogadiscio, et les applaudissements enthousiastes de tous les gouvernements au concurrent allemand abhorré, lors du meurtre des militants de la Fraction Armée Rouge (6).

La solution classique défendue par le marxisme révolutionnaire pour les aires où le cycle national est clos est la suivante : lutte directe pour la conquête du pouvoir dans tous les pays, aucun appui à la classe dominante et à ses Etats, que ce soit en temps de paix ou en temps de guerre, défaitisme de tous les côtés du front.

Il ne s'agit pas de prôner la simultanéité de toutes ces luttes, mais de combattre pour leur convergence et leur direction unitaire, que seul un parti international peut réaliser. Or toute concession à l'idéologie nationale propagée par chaque bourgeoisie dans le but de cimenter l'union sacrée à l'intérieur des frontières pour les besoins des luttes interimpérialistes, affaiblit la lutte pour la conquête de l'unité internationale du prolétariat,

car elle fournit un terrain propice pour répercuter de l'autre côté du front, économique ou militaire, l'union sacrée bâtie de ce côté-ci. La meilleure solution, dira Lénine, c'est la défaite de notre Etat. Que le prolétariat de chaque pays lutte donc pour la défaite du sien : c'est la seule manière révolutionnaire de lutter internationalement !

Ainsi, la revendication de l'indépendance nationale, loin d'être « le point de départ de la propre lutte » du prolétariat, comme le prétend l'OCT, en est au contraire l'antithèse : « *La réunion de ces deux objectifs contradictoires — patriotisme et socialisme — constitue l'erreur fatale des socialistes français* » écrivait Lénine en 1908. Dans le *Manifeste de l'Internationale de septembre 1870*, Marx mettait déjà le prolétariat français en garde contre l'engouement pour l'idée nationale mensongère : « *de profonds changements se sont produits depuis la grande révolution, les antagonismes de classe se sont*

aggravés, et si la lutte contre la réaction de toute l'Europe unissait alors l'ensemble de la nation révolutionnaire, aujourd'hui, par contre, le prolétariat ne peut plus confondre ses intérêts avec ceux d'autres classes qui lui sont hostiles. Que la bourgeoisie porte la responsabilité de l'humiliation nationale ! L'affaire du prolétariat est de lutter pour affranchir le travail du joug de la bourgeoisie par le socialisme » (7).

L'importance de ces positions aujourd'hui résulte notamment du fait qu'avec l'impérialisme et la lutte pour le partage et le repartage, économique, politique, militaire et stratégique, du monde, le développement même du capitalisme fournit le terrain pour des frictions nationales entre les pays avancés, portées à une acuité extrême précisément dans les aires où l'intervention du prolétariat est décisive pour la révolution communiste, et où le triomphe des positions opportunistes constitue la meilleure sauvegarde de la domination capitaliste.

De plus, si au début du siècle les impérialismes trouvaient prétexte à leurs luttes dans des problèmes d'irredentisme (tel celui de l'Alsace-Lorraine), aujourd'hui, comme nous l'avons montré dans l'introduction à cet article (cf. n° 260) il s'ajoute le contrôle de pays avancés entiers. Cette tendance, ébauchée dès la Première Guerre mondiale et la paix de Versailles, et dont le condominium sur l'Europe instauré après la Deuxième Guerre mondiale a été la première réalisation historique stable, pulvérise le rêve petit-bourgeois d'une coexistence pacifique et démocratique entre Etats impérialistes, comme le devenir du capitalisme et sa transformation en impérialisme pulvérisent le rêve petit-bourgeois d'une démocratie pure à l'intérieur des Etats. Dès 1916, Lénine décrivait cette tendance dans son *Impérialisme*, alors qu'il déclarait contre Kautsky que « *l'impérialisme se caractérise justement par la tendance à annexer non seulement les régions agraires mais même les régions les plus industrielles* » (8). En 1945, la Gauche la désignera du terme d'oppression étatique, pour la distinguer de celle que l'impérialisme exerce sur les aires arriérées et pour laquelle elle réservait le terme d'oppression nationale et coloniale (9).

Quoi qu'il en soit, le problème politique est maintenant celui-ci : cette oppression, qui pèse aussi sur le prolétariat, est-elle une raison suffisante pour que celui-ci relève le drapeau de l'indépendance et de la défense nationale, définitivement enterré en Europe depuis 1871, et qu'il laisse tomber celui du défaitisme et de l'attaque contre son Etat ? La réponse de l'OCT et du courant européen dont elle fait partie est positive. Le marxisme révolutionnaire, lui, répond par la négative, et stigmatise cette position comme une des pires formes de trahison opportuniste.

(à suivre).

(1) Les cas comme celui de l'Irlande constituent des cas-limite, qui ne changent pas l'appréciation globale du problème, parce qu'ils ne changent pas la nature des antagonismes de classe prédominants à l'échelle d'une aire, mais ils peuvent devenir, comme le notait Lénine, des bacilles importants de subversion, s'ils sont rattachés par le parti communiste à la préparation de la révolution prolétarienne dans leur aire.

(2) Pour un développement plus détaillé de ces questions, voir les textes suivants : *Révolutions multiples* (Le Prolétaire n° 164), *Contre l'indifférentisme dans la question agraire et dans les questions nationale et coloniale* (Le Prolétaire n° 165), ainsi que le texte *Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste* qui sera prochainement publié en français et dont une édition en italien est disponible aux éditions Iskra.

(3) Marx, *La guerre civile en France*, Editions sociales, 1963, pp. 87-88.

(4) P. Broué, *La révolution allemande*, Editions de Minuit, 1971, p. 674.

(5) *Guerres et crises opportunistes*, Les Textes du Parti Communiste International, n° 4, pp. 46-47.

(6) Voir *L'Internationale des flics*, Programme Communiste n° 75.

(7) Lénine, *Œuvres*, t. 13, p. 499-500.

(8) Lénine, *Œuvres*, t. 22, p. 290.

(9) C'est ainsi qu'après avoir fait remarquer que « *cette fois [à la différence du premier après-guerre] la coalition contre-révolutionnaire mondiale se gardera bien de laisser sans contrôle les territoires des pays battus : elle y installera une garde de classe internationale, n'autorisant que des organisations contrôlées et administrées par elle, et pendant de longues années elle veillera à empêcher non pas les dictatures de droite comme elle le prétend, mais quelque forme d'agitation sociale que ce soit* », la Gauche écrivait à propos de la « dictature des grands Etats » instaurée après la Deuxième Guerre mondiale : « *Quoique moins nettement, l'Europe a connu une situation analogue après la paix de Versailles, qui s'inspirait de l'hyppocrisie idéologique wilsonienne. Les thèses communistes d'alors parlaient d'oppression nationale et coloniale parallèle à l'oppression de classe. Aujourd'hui que l'Amérique, cessant de simuler l'isolationnisme, intervient en temps de paix non moins qu'en temps de guerre dans les affaires de tous les continents, il sera plus exact de parler d'une oppression étatique, d'une vassalité des petits Etats bourgeois à l'égard de quelques grands Etats impérialistes, comparable à celle des propriétaires terriens et des néo-capitalistes des colonies à l'égard des métropoles blanches* » (*Guerres et crises opportunistes*, cit. pp. 44-45).

Le « Bolchevik » pris du vertige démocratique

(suite de la page 1)

Que peut signifier, en effet, l'invocation à chaque ligne de la révolution et de la dictature du prolétariat quand, au nom de la fallacieuse opposition entre action de masse organisée et terrorisme individuel (pourquoi pas en effet le terrorisme organisé de la classe encadrant aussi l'action d'individus en la subordonnant aux finalités collectives?), on refuse au prolétariat l'emploi sans restriction de la violence pour son émancipation? (voir notre brochure *Violence, terrorisme et lutte de classe*, où cette question a été largement traitée).

Quant au Parti, nous avons déjà montré quel rabaissement spontanéiste de sa fonction recouvre la surestimation systématique de la situation, la prétention de mobiliser le prolétariat sur les objectifs suprêmes de la Révolution en l'absence reconnue des conditions subjectives les plus élémentaires. Le *Bolchevik* a franchi aujourd'hui un pas de plus en ce sens, en rejetant la conception léniniste du parti, organisation « fermée » par excellence. Toujours à l'occasion des... élections, il décidait « une énergique campagne de recrutement », assortie d'un tournant décidé dans le sens de l'ouverture de l'organisation. C'est ainsi que pour la « Conférence Nationale de l'Organisation » censée décider de la nouvelle ligne, le Comité Directeur lançait l'appel suivant : « La préparation démocratique de notre conférence va permettre de marcher à grands pas vers cette réorganisation totale de notre organisation sur une base plus ouverte, plus large, plus libre. Que les ouvriers se réunissent par ateliers, par usines, par groupe d'ensembles, etc. [...] qu'ils adhèrent à l'organisation et envoient sans plus tarder des délégués à la première conférence [...] ils auront voix délibératives car les premières cellules, comités fondateurs du *Bolchevik*, seront sans aucun doute d'accord pour que ces organisations, cellules, associations, etc., formées dans les semaines qui précèdent la conférence soient considérées comme des organisations à part entière jouissant de la plénitude des droits ».

L'organisation en petites sectes secrètes — véritable entrave à la moindre activité — prônée par le *Bolchevik* comme elle l'avait été par l'*Eveil* appelait nécessairement — en l'absence de principes sains d'organisation — une réaction de ce type (de même que l'ultimatum limitant toute intervention à la propagande pour la Révolution et la Dictature devait engendrer la frénésie électorale). Il est clair que ces deux formes d'organisation sont aussi éloignées l'une que l'autre de celle du Parti Communiste, incarnant une doctrine monolithique qui ne peut être ni débattue ni révisée au gré d'influences nécessairement bourgeoises, de même que ne peuvent être débattus les principes, les règles tactiques et organisationnelles qui en découlent et sur lesquels il se constitue par une sélection des éléments les plus avancés de la classe. Si le laxisme organisatif et

le programme incertain du parti opportuniste s'opposent point par point à la fermeté d'acier qui doit être celle du parti communiste, organe de combat et futur état-major de la classe dans la révolution, la secte en ignore le *complément dialectique* : l'ouverture la plus large sur toutes les luttes du prolétariat. Incapable de saisir le lien entre parti et classe, entre lutte partielle et lutte générale, considérant la doctrine non comme un guide pour l'action mais comme une vérité dont la révélation pourrait mobiliser les masses par sa seule vertu, elle tend — et c'est là le sens des limites dont elle s'entoure — à couper l'avant-garde des couches plus arriérées du prolétariat en lui offrant par seule perspective l'adhésion à la secte en dehors de laquelle il n'est qu'obscurité et « réformisme ».

Le passage de la forme sectaire à la forme ouverte d'organisation est d'autant plus facile qu'elles reposent sur le même idéalisme, qui voit la révolution comme sortant du cheminement des idées, et non comme la centralisation en une seule force de toutes les poussées élémentaires, nécessairement incomplètes, de la classe. Le *Bolchevik* nous donne l'image typique de ce processus. Emporté par le vertige démocratique (ne découvrirait-il pas récemment les avantages incomparables de notre belle démocratie en affirmant que « à qui il est beaucoup donné il sera beaucoup demandé. Dans peu de pays du monde, il existe aujourd'hui, à la veille de la troisième guerre mondiale, autant de liberté politique qu'en France et en Europe occidentale » (Nouvelle Internationale, n° 1, p. 45) : pas chauvins, mais il est quand même de ces immortelles valeurs nationales...), il pousse même le crétinisme jusqu'à publier, au nom de la lutte contre le sectarisme, tous les détails de son fonctionnement interne, dans un luxe d'informations organisationnelles et de notices biographiques laissant loin derrière les partis réformistes les plus chevronnés.

Mais Le *Bolchevik* a beau s'évertuer à ouvrir portes et fenêtres et à effacer ses murs, il ne peut pour autant se débarrasser de son sectarisme. Témoin la décision de transférer, pour les besoins de la campagne électorale, l'ensemble de ses militants dans la seule ville de Lyon, mesure qui nie l'indispensable lien physique entre le Parti et la Classe (en brisant la continuité d'action sans laquelle il ne peut ni s'établir ni se resserrer) et qui réduit le Parti d'organe de la classe à une sorte de formation sidérale planant au-dessus d'elle. Témoin encore la démarche, typiquement illuministe, qui fonde le développement du Parti sur... l'exemple : le « travail de masse » (sic), résultat de la « concentration de l'organisation dans une seule circonscription de Lyon », aura, affirme le plus sérieusement du monde Le *Bolchevik* dans son numéro 25, « une influence considérable auprès de la classe ouvrière des autres villes et même des autres pays. Alors, nous pourrions sérieusement envisager de nous étendre... » Proletaires de tous les pays, accueillez la nouvelle : un nouveau

phare du socialisme est né dans la XI^e circonscription électorale de Lyon !

De la même façon, le super-légalisme nouvelle manière, avec tout ce qu'il contient de respect superstitieux de la démocratie et de refus horrifié de la violence — clairement révélé, on l'a vu, par l'attitude prise à l'égard du terrorisme — n'a nullement éliminé la démarche putchiste qui consiste à appeler une avant-garde ultra-minoritaire à la « révolution immédiate », en lui refusant les moyens de se lier aux larges masses prolétariennes, puisqu'on rejette le terrain des luttes immédiates qui est par excellence celui où ce lien peut s'établir. Ici encore, les deux déviations, de droite et de gauche s'alimentent mutuellement et se combinent jusqu'à l'aberration. Une des moindres absurdités n'est pas de consacrer l'entière activité du mouvement à la campagne électorale (au point que les malheureux, qui, n'habitant pas Lyon, ne peuvent de ce fait y participer pleinement, ne seront plus considérés que comme sympathisants!) alors même qu'on prévoit la révolution dans un avenir de quelques mois, et d'étaler au grand jour — probablement en vue de l'insurrection? — toute la vie interne de l'organisation.

En fait, la secte a simplement trouvé dans les élections le point de chute où son activisme peut s'épanouir sans entraves, le champ privilégié où la phrase vide peut se déployer tout à son aise, loin des mesquines exigences immédiates des prolétaires.

Sans théorie révolutionnaire, pas de parti révolutionnaire. Mais Le *Bolchevik* a si bien vidé de tout contenu les formules qui lui servent de principes, qu'il en est arrivé à considérer, sous prétexte de priorité à l'action « concrète » et immédiate, la moindre velleité d'approfondissement en ce domaine comme une preuve accablante d'opportunisme. Ainsi, les quelques éléments qui se sont élevés en son sein contre l'indigence théorique criante qui le distingue, pour réclamer un programme, de réelles analyses politiques et économiques ou encore l'étude des tâches de la Dictature du Prolétariat se sont vus accusés de vouloir « détourner les masses de la lutte contre les dangers de la guerre imminente » et par là de « prêcher l'unité avec le social-chauvinisme », taxés de kautskisme, pire de... bordiguisme (!) (Le *Bolchevik* n°s 21 et 27). Seulement sans cette précision et cette rigueur extrême de la théorie et du programme que nous revendiquons en effet, le Parti non seulement renonce à remplir ses tâches futures, mais encore capitule devant l'idéologie bourgeoise dominante dont il se laisse nécessairement pénétrer. C'est bien ce qui se vérifie ici, où sur toutes les questions cardinales du parti, de la violence, de la démocratie, on ne trouve que capitulation devant l'opportunisme le plus plat.

Une preuve de plus de la stérilité de la souche maoïste, dont cet ultime bourgeois n'aura pu donner mieux qu'une monstrueuse curiosité sans rapport avec le mouvement communiste.

La Turquie sur un volcan

(suite de la page 6)

C'est pourquoi depuis plusieurs années en Turquie on assiste au développement de luttes ouvrières de plus en plus longues et dures au cours desquelles le prolétariat apprend à utiliser ses armes autonomes de classe pour satisfaire ses revendications immédiates (grève avec occupation, piquets de grève, solidarité active, etc.) C'est ce qu'illustrent notamment les émeutes de juin 1970, où plus de 100.000 prolétaires d'Istanbul manifestèrent pour le droit d'organisation syndicale, et la grève de l'usine Profilo à Istanbul en septembre 1976, durant laquelle la police ne pouvant à elle seule briser l'occupation a dû faire appel à l'armée.

Nous ne pouvons que saluer ces généreuses luttes qui permettent à la classe ouvrière de se forger une riche expérience concrète. Il faut cependant noter que l'Etat bourgeois turc, bénéficiant en cela de l'expérience de son maître, l'im-

périalisme US, utilise tous les moyens pour briser cette agitation ouvrière en s'efforçant de canaliser sur le terrain électoral le mécontentement des masses opprimées, en finançant un syndicat jaune à l'américaine (la TURK-IS), en organisant des provocations sanglantes comme pour le 1^{er} mai 1977, en opposant systématiquement aux luttes ouvrières la violence légale des flics et de l'armée et la violence para légale des commandos d'extrême-droite, en poussant ainsi l'opportunisme politique et syndical (et à sa suite une extrême gauche divisée et confuse qui, tout en s'opposant à l'opportunisme, reste fondamentalement engluée dans les mêmes ornières) à subordonner les luttes immédiates à l'antifascisme démocratique.

Plus que jamais l'accumulation de matériaux explosifs dans la poudrière turque pose l'exigence d'un Parti communiste révolutionnaire compact et influent capable d'organiser effectivement le prolétariat sur des bases de classe indépen-

dantes et qui prépare activement le renversement de toute cette société pourrie. Un parti qui lutte activement contre l'Etat des capitalistes et des grands propriétaires fonciers, et à travers lui contre l'impérialisme US (qui est en Turquie l'impérialisme dominant) selon des méthodes strictement ouvrières en se revendiquant de l'internationalisme prolétarien et de l'abolition de l'esclavage salarié à l'échelle planétaire. Un parti qui de la sorte sera capable de canaliser également le potentiel révolutionnaire des masses paysannes pauvres et d'instaurer par l'insurrection armée une dictature prolétarienne qui seule pourra accomplir de façon radicale des tâches qui, comme l'expropriation violente des grands propriétaires fonciers ou le droit à l'autodétermination des Kurdes, ne sont pas encore socialistes mais qui permettront déjà de bouleverser l'infâme statu quo impérialiste et qui, dans un sens, mèneront à l'extension de l'incendie révolutionnaire sur le chemin de la Révolution Communiste Mondiale.

Presse du Parti

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 3 DE

il programma comunista

- Il PCI chiede d'essere ufficialmente riconosciuto l'erede della socialdemocrazia tedesca e del laburismo inglese
- Per bocca dei sindacalisti parlano i managers
- I complici ideologici di Lama
- Esplose la lotta di classe in Tunisia
- La teoria dei tre mondi: Sostituzione dell'epoca imperialista con l'epoca dei movimenti borghesi democratici
- Lettera dall'America: Il proletariato chicano, un potenziale rivoluzionario da difendere
- Lettera dalla Spagna: Nella forma dei comitati di fabbrica la democrazia travasa il corporativismo franchista
- L'antimilitarismo rivoluzionario
- Lotte operaie e nostri interventi
- Unidal: un accordo contro gli operai
- Olivetti Ivrea: Ancora sulle espulsioni dal sindacato

programme communiste

N° 75 - Déc. 77

- L'Internationale des flics au travail
- Sur le fil du temps : Espace contre ciment
- Facteurs économiques et sociaux de la révolution en Amérique latine
- En mémoire d'Ernesto « Che » Guevara
- Note de lecture : L'Internationale Communiste et la révolution chinoise de 1927

★

Communist Program

EL PROGRAMA COMUNISTA
EL COMUNISTA

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le 2^e dimanche de chaque mois, donc le 12 février et le 12 mars, de 10 h à 12 h, local de l'ASBL-Club, 51, avenue de la Couronne, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

● A Amiens : le 1^{er} dimanche de chaque mois, de 10 h à 12 h au café La Rotonde, place René-Goblet, soit le 5 mars.

● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● A Grenoble : le dernier dimanche de chaque mois au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 26 février et le 26 mars.

● A Lille : vente et permanence au marché de Wazemmes de 11 h à 12 h (derrière l'Eglise) le premier dimanche de chaque mois, soit le 5 mars.

● A Lyon : le premier vendredi de chaque mois, de 19 h à 20 h, Brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta, soit le 3 mars et le 7 avril.

● A Mulhouse : le premier samedi de chaque mois, de 14 h à 15 h, Librairie Presse Information, 1 bd Roosevelt, soit le 4 mars et le 8 avril.

● A Paris : 20, rue Jean Bouton (12^e). Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

● A Roubaix : vente et permanence au marché de 11 à 12 h (face à la poste), le troisième dimanche de chaque fois, soit le 19 mars.

● A Strasbourg : tous les samedis de 14 à 16 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zürich.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

CORRESPONDANCE

POUR LA SUISSE :

Editions Programme,

32, rue du Pré-au-Marché

1007 Lausanne

directeur-gérant

F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »

232, rue de Charenton, 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926